

**AGATE**  
AGENCE ALPINE  
DES TERRITOIRES



**Fédération  
des Maires**

## **REUNION D'INFORMATION LOI DE FINANCES 2019**



Service Finances  
[finances@agate-territoires.fr](mailto:finances@agate-territoires.fr)



**GESTION  
DES COLLECTIVITÉS**

# PREAMBULE

## Loi de Finances 2018

Mise en place de la contractualisation des dépenses avec des collectivités ciblées

## 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> Conférence nationale des territoires

L'Etat revoit le cadre du dialogue avec les collectivités (« rupture de confiance » et « l'appel de Marseille »)

**Décembre 2017**

**Juillet – Octobre 2018**

**Mai 2018**

## Rapport Richard-Bur

Pistes pour réformer la fiscalité locale (suite à l'annonce de la suppression de la TH)

**Décembre 2018**

## Loi de Finances 2019

Réforme de la dotation d'intercommunalité  
Relative stabilité de la DGF  
Baisse DC RTP, FDTP, ...

# RAPPEL DE L'ÉVOLUTION DES DOTATIONS : UNE SUCCESSION DE CONTRATS

Avant 2007

## Contrat de croissance et de solidarité

- Progression de l'enveloppe selon l'inflation + croissance du PIB
- Le périmètre des « variables d'ajustement » est réduit (DCTP)

2008 - 2010

## Contrat de stabilité

- L'enveloppe normée ne progresse plus que de l'inflation
- Le périmètre des « variables d'ajustement » s'étend (allocations compensatrices notamment)

2009 - 2010

## Contrat de stabilité renforcé

- Le FCTVA fait son entrée dans l'enveloppe normée, ce qui accentue les minorations au titre des variables d'ajustement

2011 - 2013

## Le « Zéro valeur »

- L'enveloppe normée n'évolue plus (fin de l'indexation)

2014 - 2017

## Pacte de responsabilité

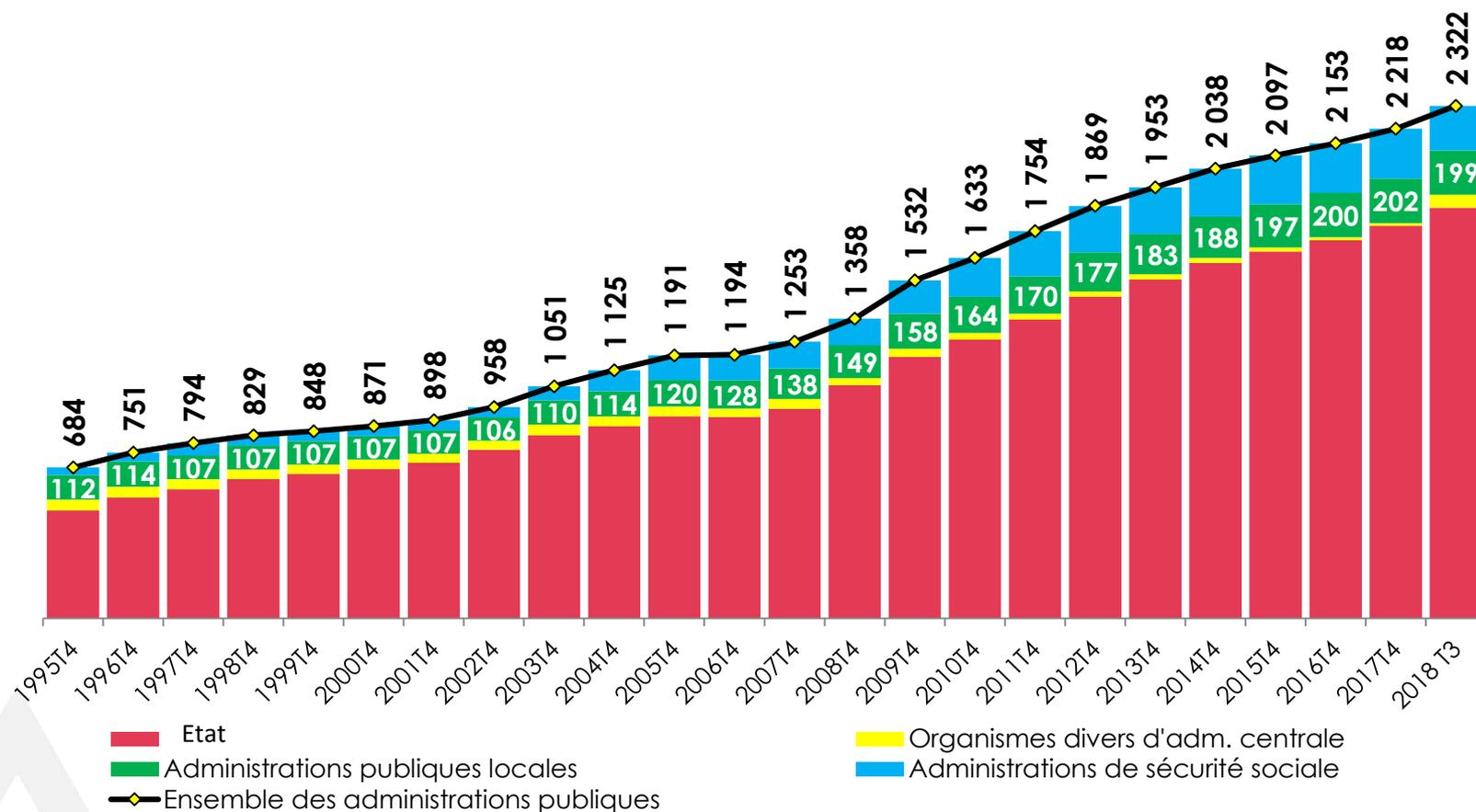
- L'enveloppe normée n'existe plus (on parle de « concours encadrés »)
- Effort de 11,5 Mds € sur les collectivités (ponction CRFP)

2018 - 2022

## Nouveau pacte financier de « confiance »

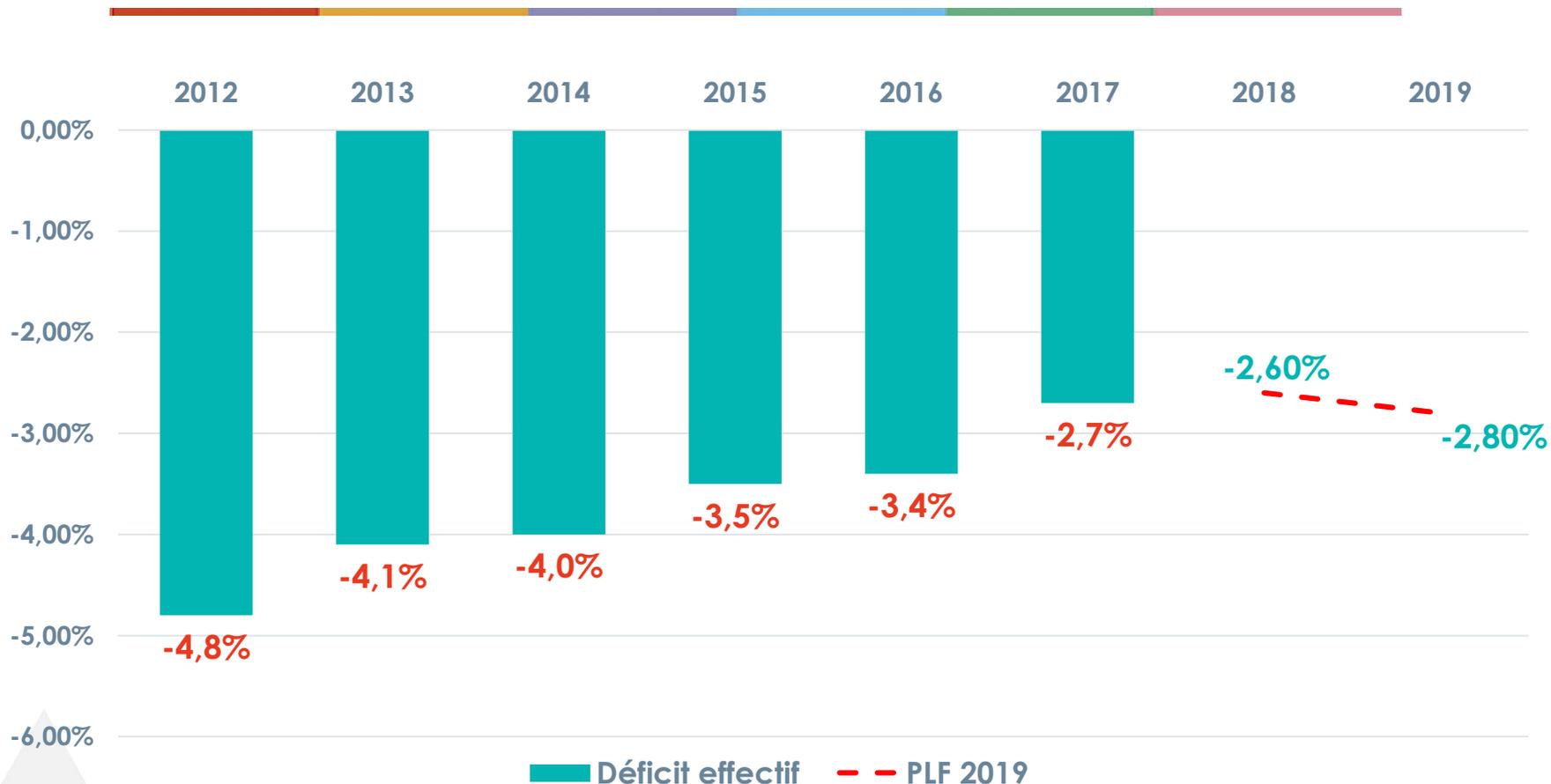
- Stabilisation du montant de la DGF des collectivités et du FPIC (2018 et 2019)
- Contractualisation sur la dynamique des dépenses (-13 Mds €)

# DETTE PUBLIQUE 1995-2018 – en Mds €



**A la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2018, la dette publique représente 99,3 % du PIB, tandis que le déficit public s'établit à moins de 3 % du PIB en fin 2017 (dont prise en compte de la dette de SNCF réseau, désormais comptabilisée comme une administration publique)**

# ÉVOLUTION DU DEFICIT PUBLIC STRUCTUREL - en % du PIB



**Le Gouvernement prévoyait dans le Projet de Loi de Finances 2019 un déficit dégradé à - 2,8 % du PIB en 2019** (*chevauchement de dispositifs du CICE – dernière année de remboursement et allègement des cotisations sociales patronales*)

**Ce déficit sera probablement dégradé au vu des nouveaux engagements de l'Etat pour 2019.**

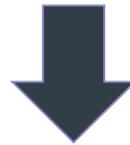


## Rappel : quels impacts sur les collectivités ?

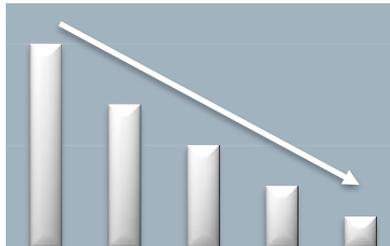


Objectif de l'Etat : baisse du déficit public et de la dette publique

➔ la LPFP 2018-2022 fixe la trajectoire des finances publiques



**Un effort est demandé aux collectivités de  
-13 Mds € de 2018 à 2022**



Cet effort se traduit (entre autres) par une contractualisation avec les collectivités

La contractualisation permet de fixer une trajectoire d'évolution des dépenses des collectivités



Encadrement de l'évolution des dépenses des collectivités les plus grandes



Diminution du besoin de financement (principe d'un désendettement)





## Comment se traduit l'objectif de maîtrise des dépenses de fonctionnement (DF) pour les collectivités ?

Pour qui ?

➔ Les 322 plus grandes collectivités = DF 2017 > 60 M€



*Département de la Savoie et Ville de Chambéry*

Plafonnement

➔ **Taux d'évolution des DF : 1,2%/an**



Constat écart n+1



**PÉNALITÉ < 2 % des RFF**

Si contractualisation =  
75% écart constaté

En cas de refus de  
contractualisation =  
100% écart constaté



## Comment se traduit l'encadrement de l'endettement des collectivités ?



Une norme de désendettement, correspondant à une amélioration du besoin de financement de 2,6 Mds € / an



Définition d'une trajectoire d'amélioration de l'endettement des collectivités contractantes **uniquement si dépassement de la capacité de désendettement** :

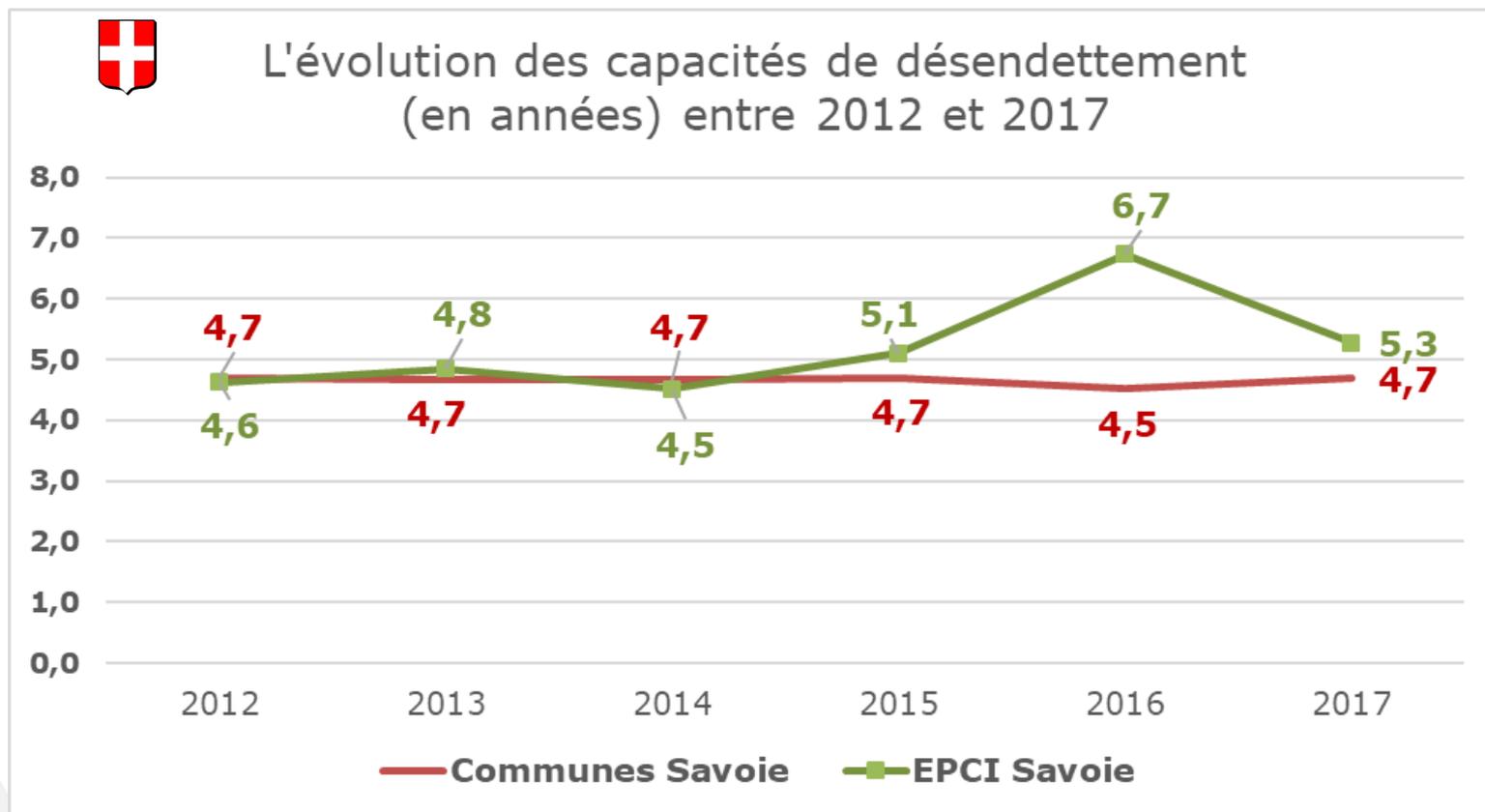
- 12 ans : Communes + EPCI
- 10 ans : Départements + métropoles
- 9 ans : Régions



**Si tenue des objectifs** : majoration du taux de subvention pour les opérations éligibles à la DSIL

**Si non-tenue des objectifs** : pas de mesure coercitive

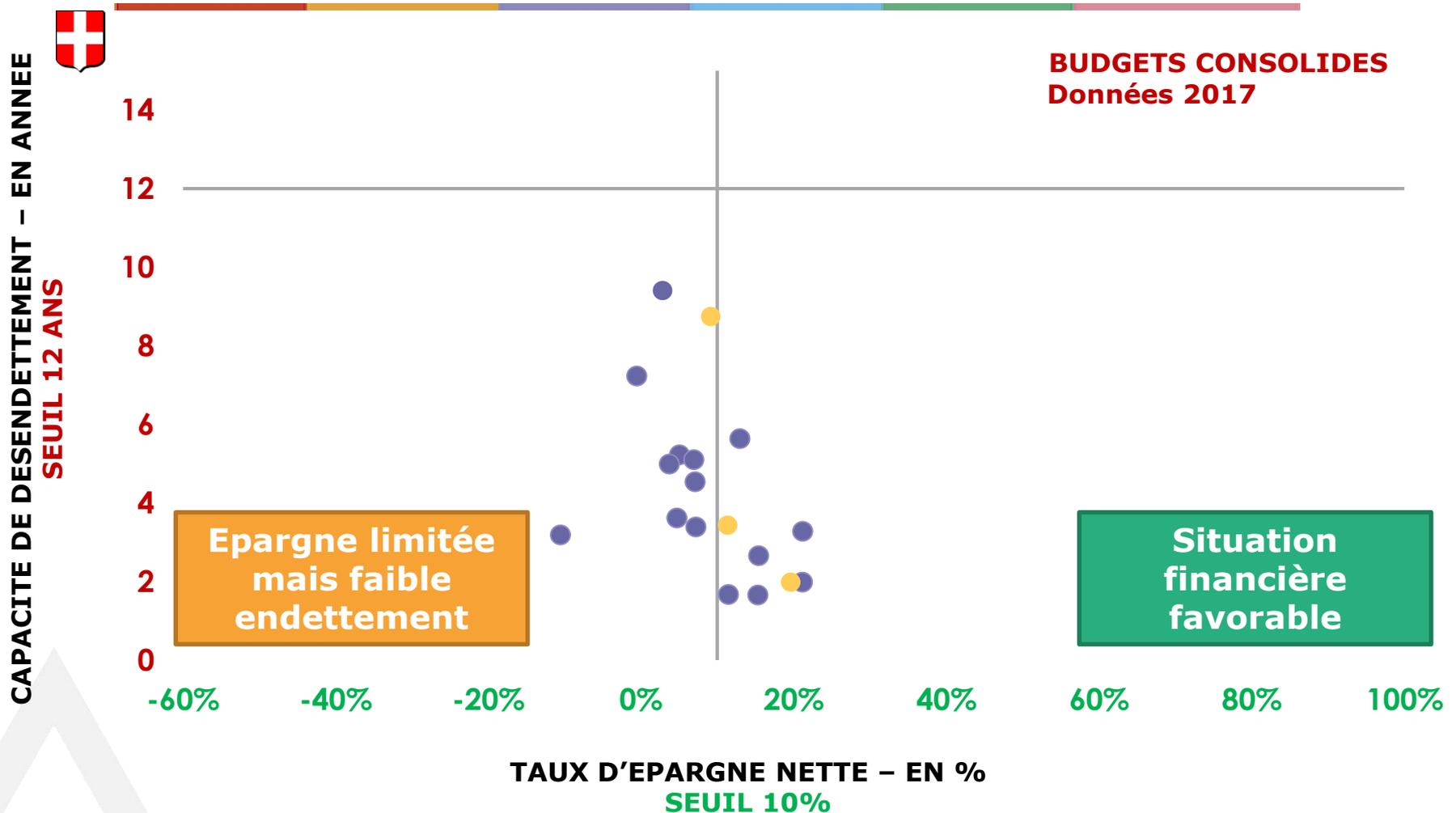
# ENDETTEMENT DES EPCI ET COMMUNES DE SAVOIE



**En 2017, les EPCI de Savoie sont autant endettés que la moyenne nationale (respectivement 5,3 ans contre 5 ans)**

**Les communes affichent une capacité de désendettement moyenne contenue en dessous de 5 ans (inférieure à la moyenne nationale qui était de 5,9 en 2017)**

# SITUATION FINANCIÈRE DES EPCI EN SAVOIE

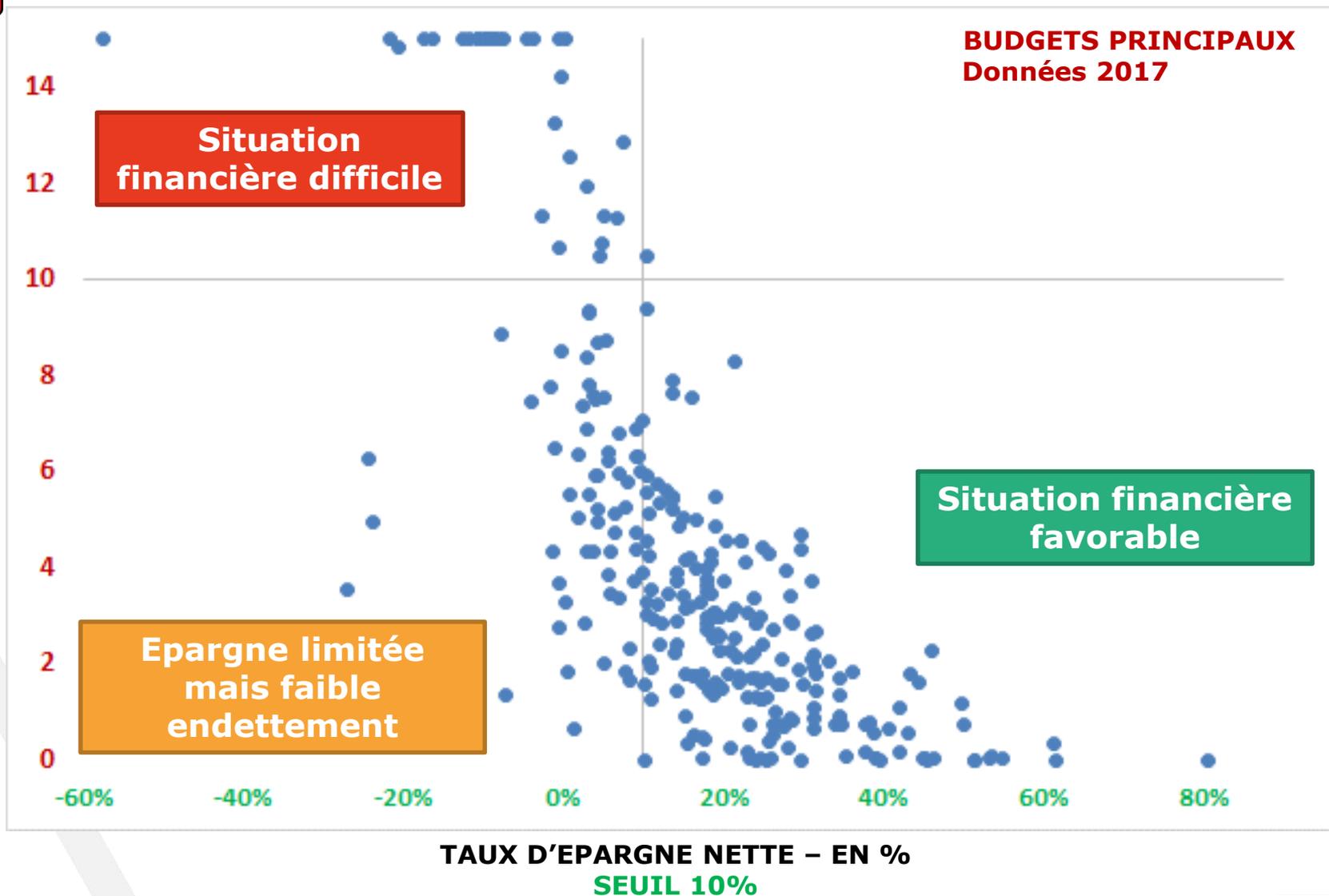


**Aucun EPCI de Savoie ne connaît une situation défavorable au seul regard de ces 2 indicateurs**

# SITUATION FINANCIÈRE DES COMMUNES EN SAVOIE



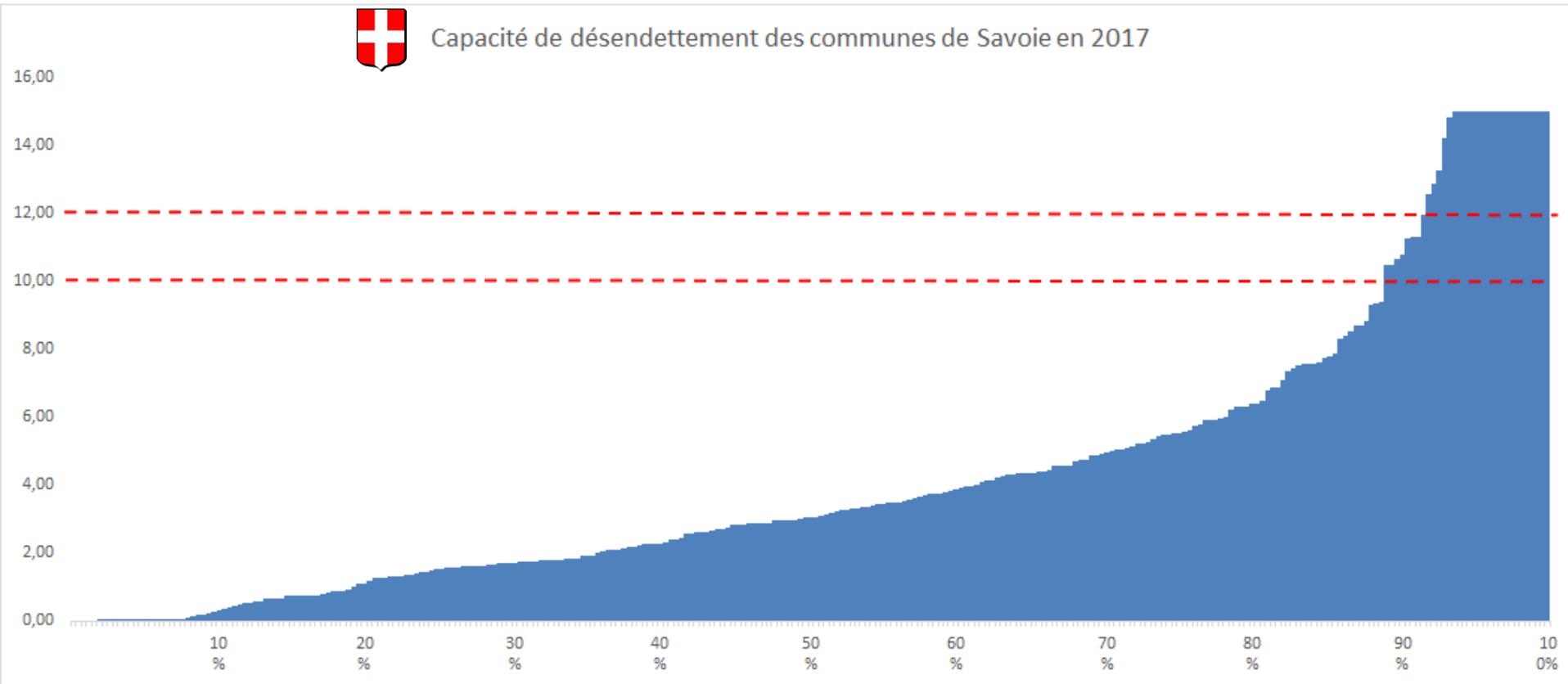
CAPACITE DE DESENDETTEMMENT – EN ANNEE  
SEUIL 10 ANS



# ENDETTEMENT DES COMMUNES DE SAVOIE



Capacité de désendettement des communes de Savoie en 2017



**En Savoie, 32 communes présentent une capacité de désendettement > à 10 ans**

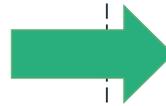
**Parmi ces 32 communes, 25 présentent un ratio > à 12 ans témoignant d'une situation financière très contrainte**

# LOI DE PROGRAMMATION 2018/2022 - A RETENIR

Dégradation des comptes de l'Etat

↗ dépenses

↘ impôts (moins de recettes)



Sollicitation des plus grandes collectivités locales

Plafonnement de l'évolution des DF  
**CONTRAINANT**

Baisse du recours à l'emprunt  
**NON CONTRAINANT**

Information sur la capacité de désendettement  
**NON CONTRAINANT**



**Automne 2019** : nouvelle Loi de programmation pour prolonger le dispositif de contractualisation jusqu'en 2022

*Sera-t-elle plus contraignante ?*

*Le seuil des dépenses de fonctionnement sera-t-il revu à la baisse ?*

*Est-ce qu'il touchera plus de collectivités ?*



## Comment se traduit la loi de programmation dans la LdF 2019 ?



La LdF 2019 suit les préconisations de la loi de programmation en confirmant que l'ensemble des concours de l'Etat aux collectivités locales ne peut excéder les montants suivants :

En Mds €	2018	2019	2020	2021	2022
<b>TOTAL PSR + DOTATIONS</b>	<b>48,11</b>	<b>48,09</b>	<b>48,43</b>	<b>48,49</b>	<b>48,49</b>
<b>FCTVA</b>	5,61	5,71	5,95	5,88	5,74
<b>TVA DES REGIONS</b>	4,12	4,23	4,36	4,50	4,66
<b>AUTRES</b>	38,37	38,14	38,12	38,10	38,10

# LES CONCOURS ÉTATIQUES ALLOUES AUX COLLECTIVITÉS



Quelles sont les enveloppes de concours fixées par la LdF 2019 ?



La LdF 2019 distingue les concours encadrés des autres enveloppes, dans lesquels figurent les dotations suivantes :

En Mds €



DGF	27	DGD	1,5
DSI + DEL	0,01	DGE DEPART.	0,1
DRES + DDEC	1	DETR + DPV + AUTRES	1,3
FMDI	0,5	DSIL	0,5
FDPTP	0,3		
DCRTP	3		
Autres	3		

FCTVA	5,6
TVA REGIONS	4,3

Enveloppe « libre »

Variables d'ajustement

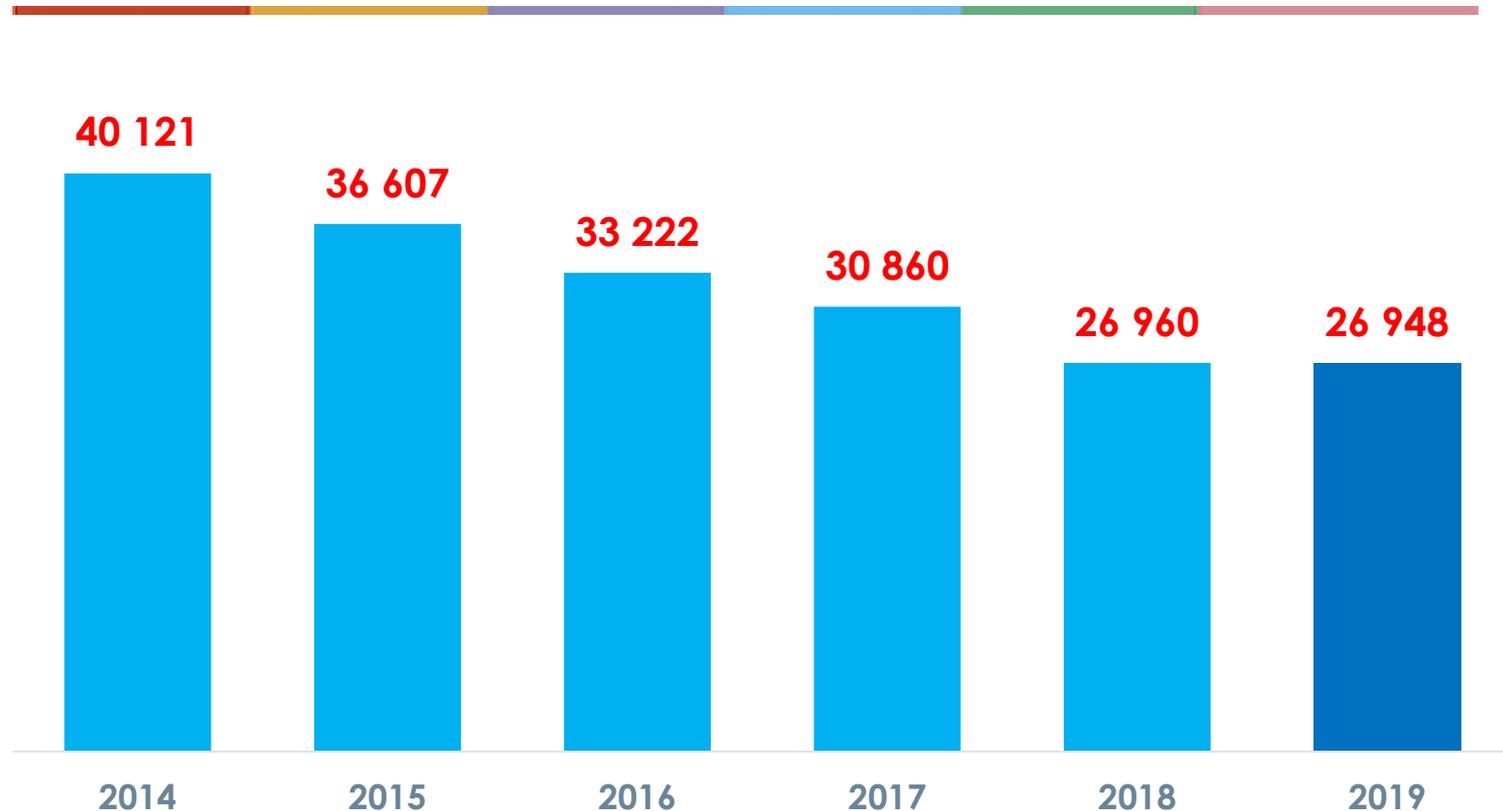


**CONCOURS ENCADRES plafonnés  
– 0,18 % jusqu'en 2022**

# **QUELLES SONT LES ÉVOLUTIONS DES DOTATIONS DE L'ÉTAT?**

**Prélèvements sur recettes (PSR)**

# EVOLUTION DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT – en M€

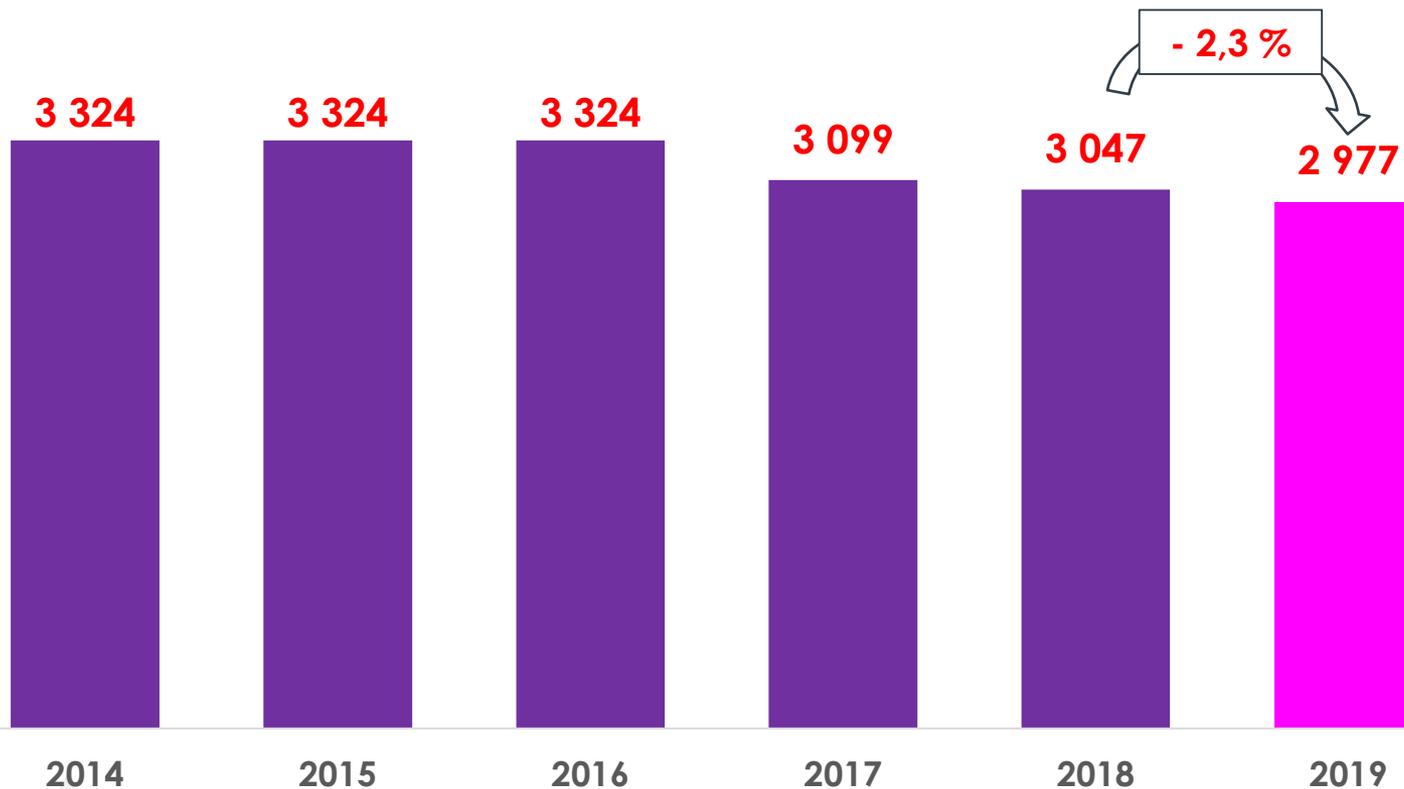


→ « Relative » stabilisation de la DGF :

Légère baisse en valeur mais surtout des **variations internes** (notamment par les variables d'ajustement tels que l'écrêtement et la dotation de compensation).

Pour rappel, la baisse de 2018 est due à la suppression de la fraction de DGF versée aux Régions (remplacée par une fraction de TVA).

# EVOLUTION DE LA DOTATION DE LA COMPENSATION DE LA REFORME DE LA TP – en M€



**Diminution au prorata des RRF de chaque catégorie de collectivités**

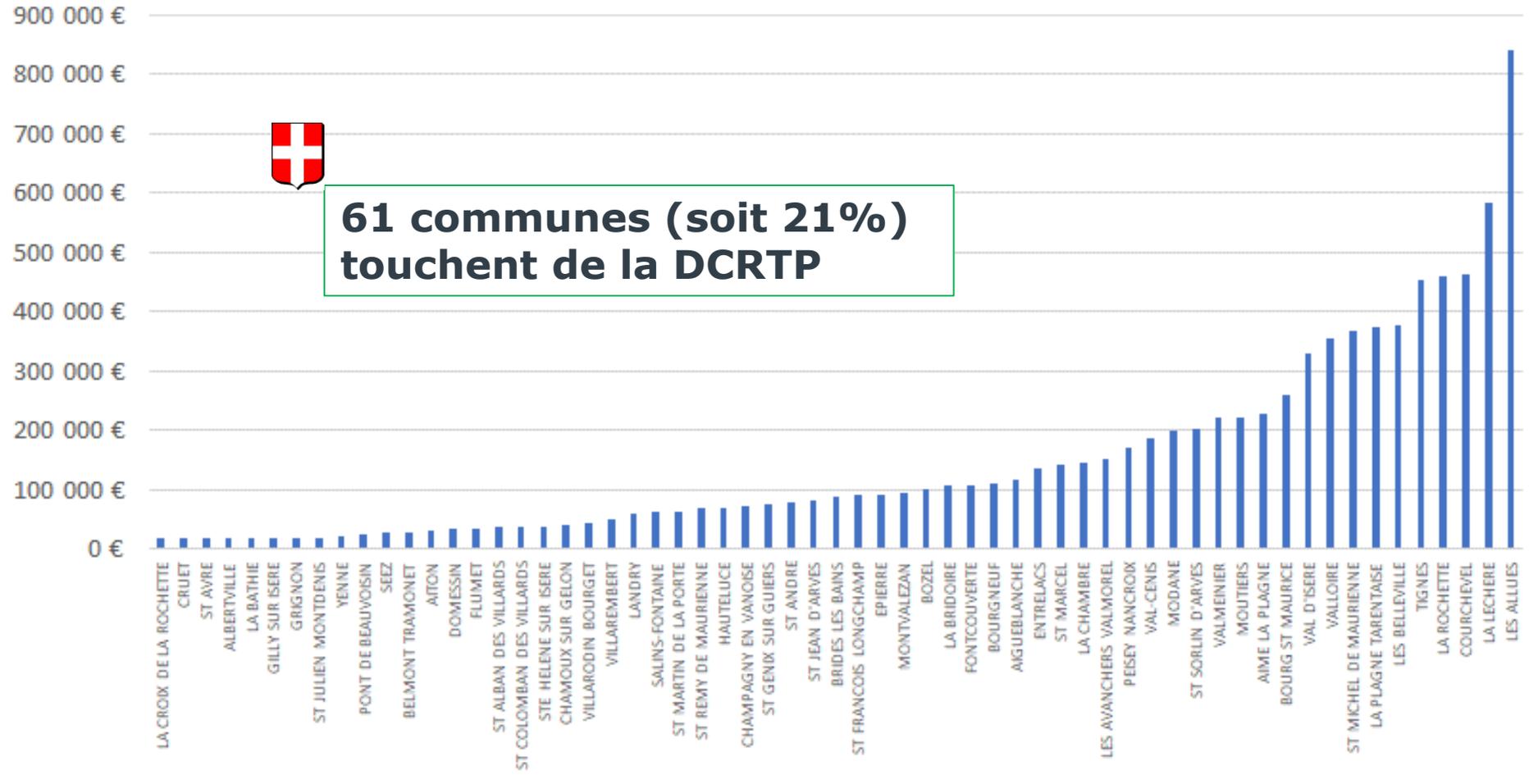
- Avec la LdF 2018 : extension du périmètre des variables d'ajustement au bloc communal.
- *Pour rappel, montant 2018 : montant corrigé suite à l'exemption des EPCI et à la non application des minorations pour les communes.*

# EVOLUTION DE LA DOTATION DE LA COMPENSATION DE LA REFORME DE LA TP EN 2018 – en M€

Montant de DCRTP 2018 - Communes



**61 communes (soit 21%) touchent de la DCRTP**

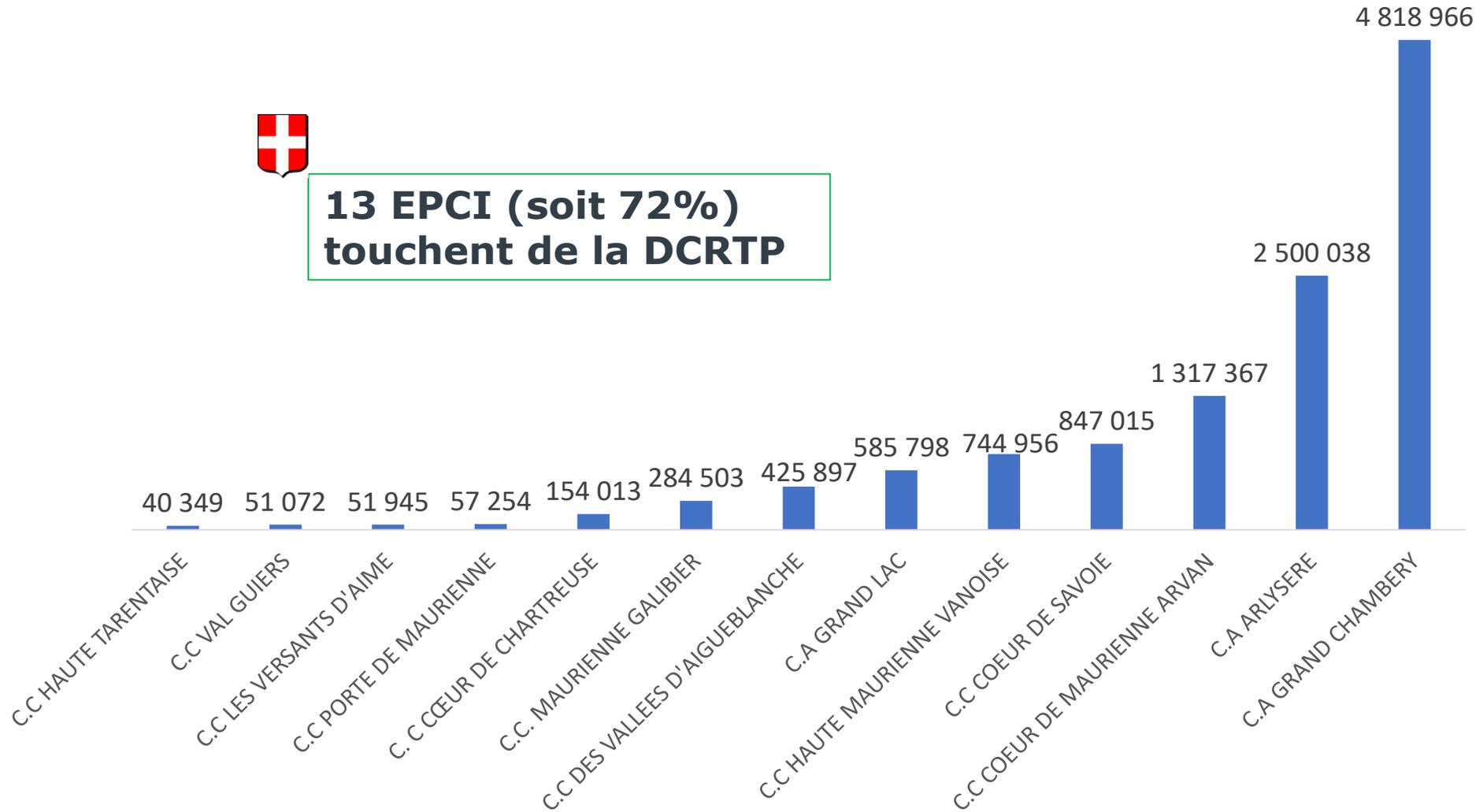


# EVOLUTION DE LA DOTATION DE LA COMPENSATION DE LA REFORME DE LA TP EN 2018 – en M€

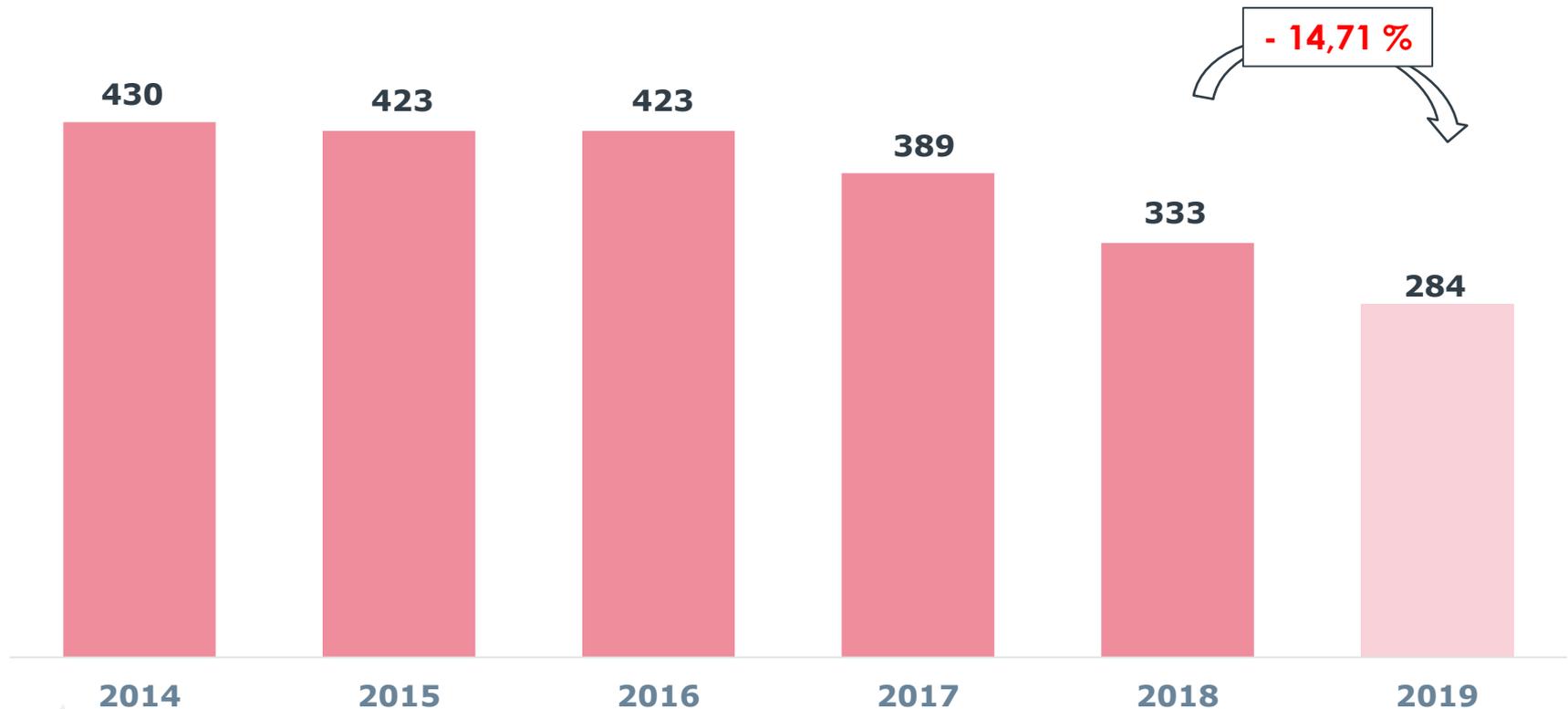
Montant de DCRTP 2018 - EPCI



**13 EPCI (soit 72%)  
touchent de la DCRTP**

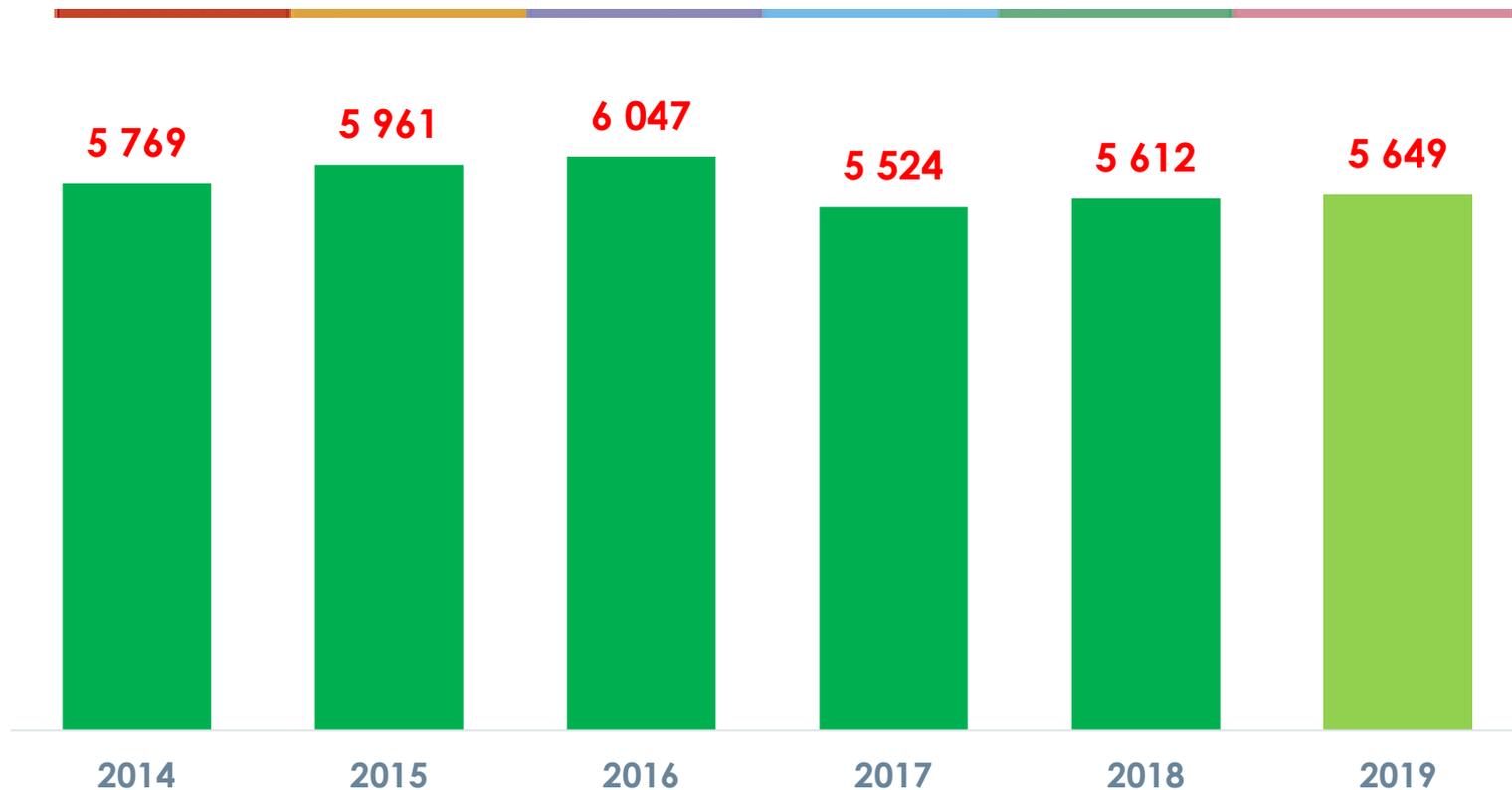


# EVOLUTION DU FONDS DÉPARTEMENTAL DE PÉRÉQUATION DE LA TP – en M€



→ Un montant de FDPTP en diminution depuis 2017 car intégré aux variables d'ajustement (**effet mécanique sur les reversements des Départements aux communes dites « défavorisées »**)

# EVOLUTION DU FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA – en M€



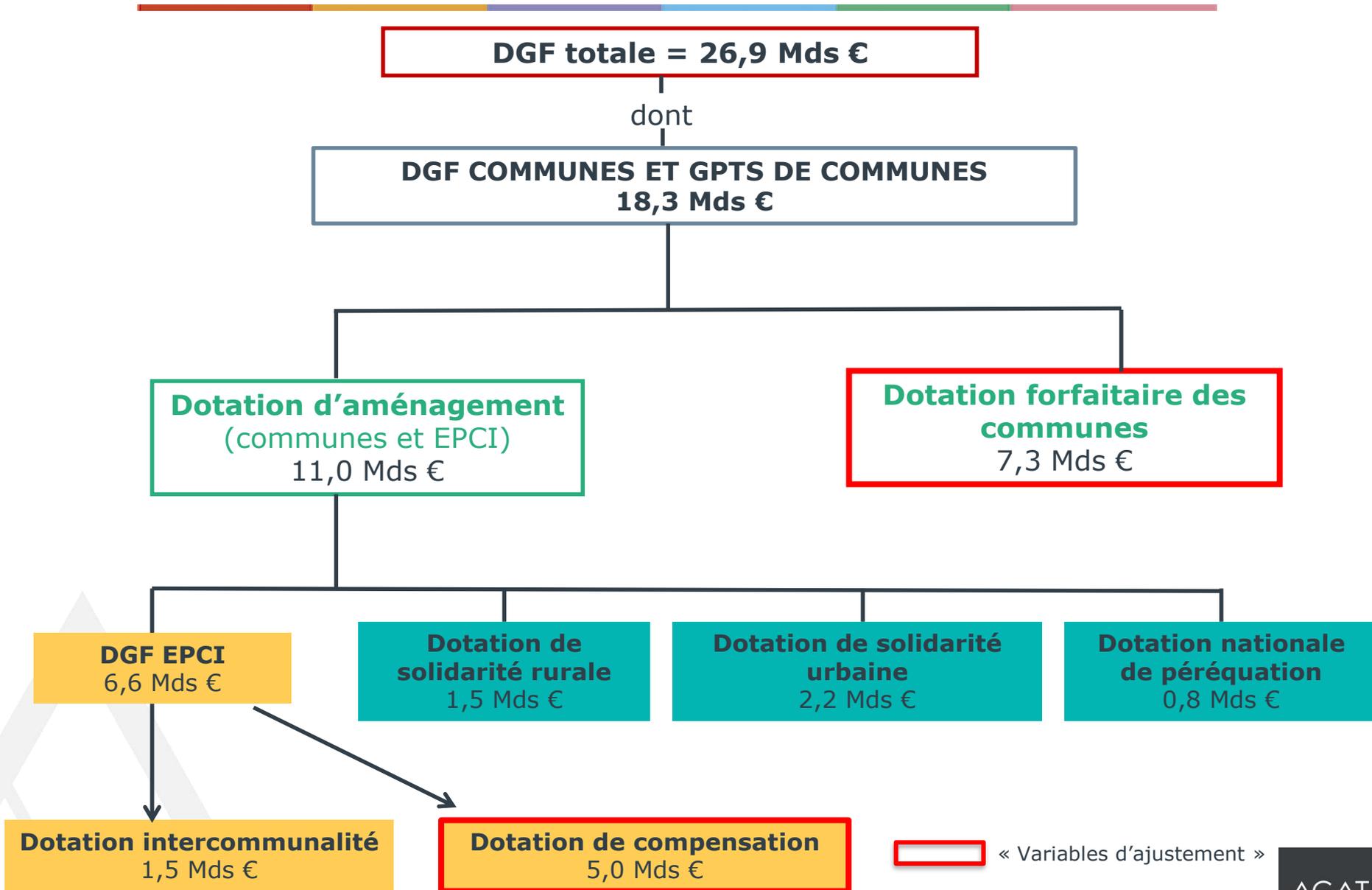
→ Un montant de FCTVA 2019 en légère hausse du fait de la reprise des investissements et de la pérennisation de l'assiette de FCTVA de fonctionnement



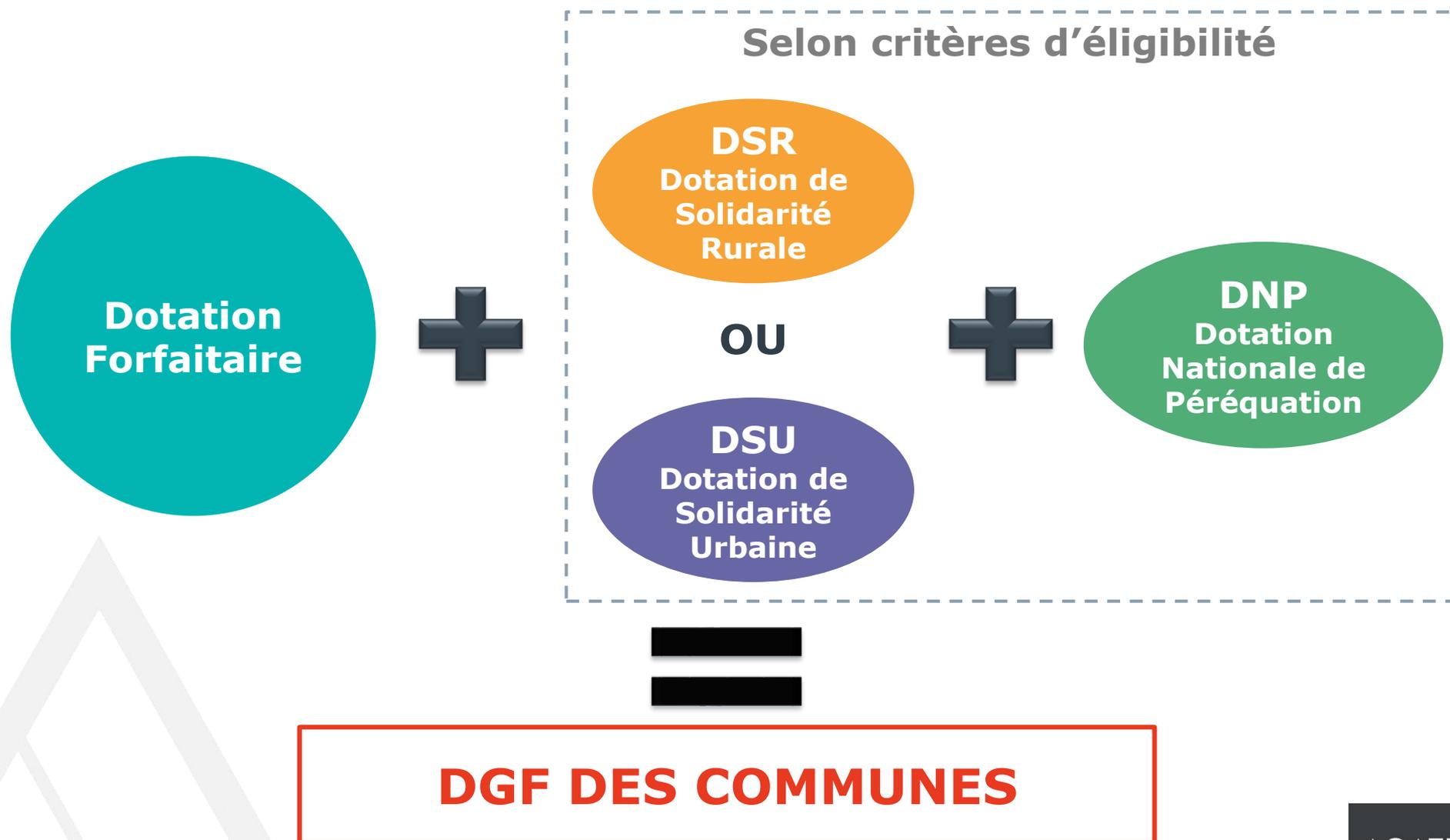
Procédure d'automatisation du FCTVA reportée au 1<sup>er</sup> janvier 2020

**COMMENT ESTIMER LA  
DGF DES COMMUNES  
SELON LES  
ORIENTATIONS DE LA  
LDF 2019 ?**

# PRESENTATION SIMPLIFIEE DE LA DGF DU BLOC COMMUNAL 2019



# CALCUL DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES



# CALCUL DE LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES EN 2019

## Schéma général

### Dotation Forfaitaire notifiée en 2018

Dotation nette de la contribution au redressement des comptes publics (CRFP) 2017



### Part dynamique population

↗ ou ↘ en fonction de l'évolution Pop DGF

**Fourchette : entre 64,46 € /hab pour les communes de moins de 500 hab et 128,93€ pour les + 200 000 hab**



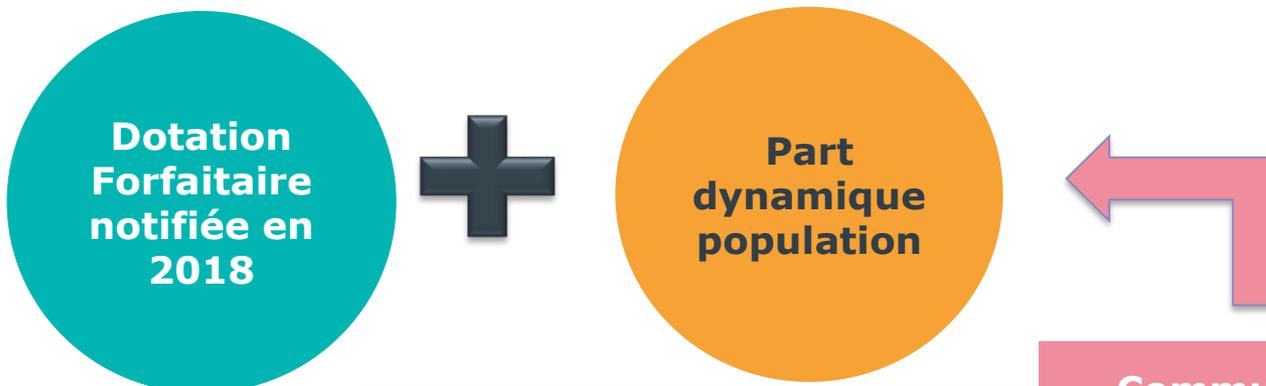
### Ecrêtement \*

pour les communes ayant un potentiel fiscal par habitant supérieur ou égal à 0,75 fois le potentiel fiscal moyen par habitant constaté pour l'ensemble des communes, **avec un plafond de 1 % de leurs recettes réelles de fonctionnement 2017**

*\* Cet écrêtement va venir abonder la dotation d'intercommunalité et le dispositif de garantie des dotations des communes nouvelles*

# CALCUL DE LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES EN 2019

De nouvelles situations particulières : les « communes touristiques »



	Population DGF 2018	Poids résidences secondaires	Gain pop DGF	Gain estimé dotation
<b>AILLON-LE-JEUNE</b>	1 079	58,48%	316	22 729 €
CHAMPLAURENT	85	51,76%	22	1 222 €
<b>GIETTAZ</b>	1 043	57,14%	298	21 937 €
MONTGILBERT	179	31,28%	28	1 935 €
<b>NOTRE-DAME-DE-BELLECOMBE</b>	2 136	76,12%	813	65 360 €
<b>PONTET</b>	203	33,00%	34	1 516 €

Communes de – 3 500 hab. dont potentiel fiscal par hab. < potentiel fiscal moyen de la même strate démographique ET dont la majoration « résidences secondaires » (1 résidence = 1 hab.) est >30% du total population DGF ⇒ **nouvelle majoration (1 résidence = 1,5 hab).**

Gain estimé sur la base des données 2018. Le gain est calculé **avant écrêtement**.  
En rouge, les communes qui avaient subi un écrêtement en 2018.



**Ecrêtement**

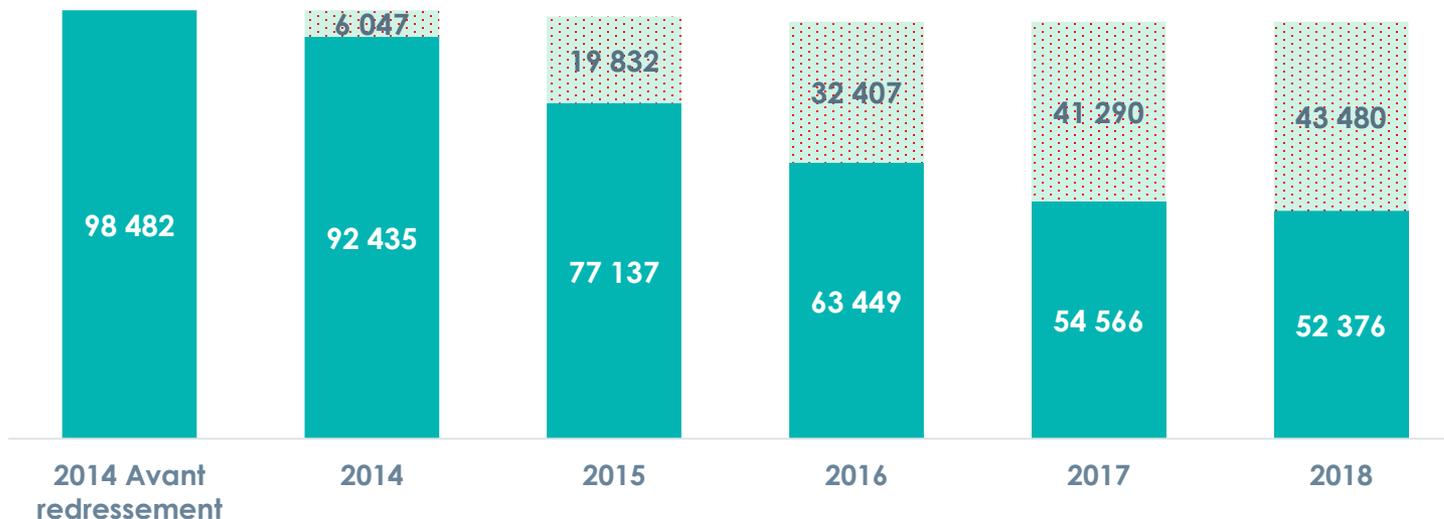
# EFFORT DES COMMUNES SAVOYARDES DEPUIS 2014



## Solde de dotation forfaitaire des communes 73 - En k€

■ Dotation forfaitaire

▨ Ecrêtement + CRFP



**Les communes savoyardes ont perdu quasiment la moitié de leur dotation forfaitaire depuis la mise en œuvre de la CRFP (29 communes ne perçoivent plus cette dotation et ont une ponction sur la fiscalité directe).**

**Malgré le « gel » de l'enveloppe DGF et de la CRFP, l'écrêtement persiste sur 2019 car il permet notamment de compenser la dynamique « population », le gel des concours pour les communes nouvelles, les dotations de péréquation et d'intercommunalité.**

# MISE EN PERSPECTIVE DE L'ÉCRÊTEMENT SUR DGF (EN 2018)



**Communes ne subissant pas d'écrêtement**

**Communes nouvelles (3 ans)**

*Ex : St François Longchamp, Val Cenis...*

**Communes qui n'ont plus de DGF**

*Ex : Le Bois, Orelle, Avrieux...*

**Communes défavorisées**

*Ex : Montgilbert, Arith, Entremont le Vieux ...*



**Communes subissant un écrêtement entre 0 et 10 000 €**

**Communes intermédiaires avec un potentiel fiscal « standard » (199 communes)**

*Ex : Chanaz , La Chapelle Blanche, Apremont, Grignon, Les Déserts, Arvillard, Vimines, Yenne, Méry...*



**Communes subissant un écrêtement supérieur à 10 000 €**

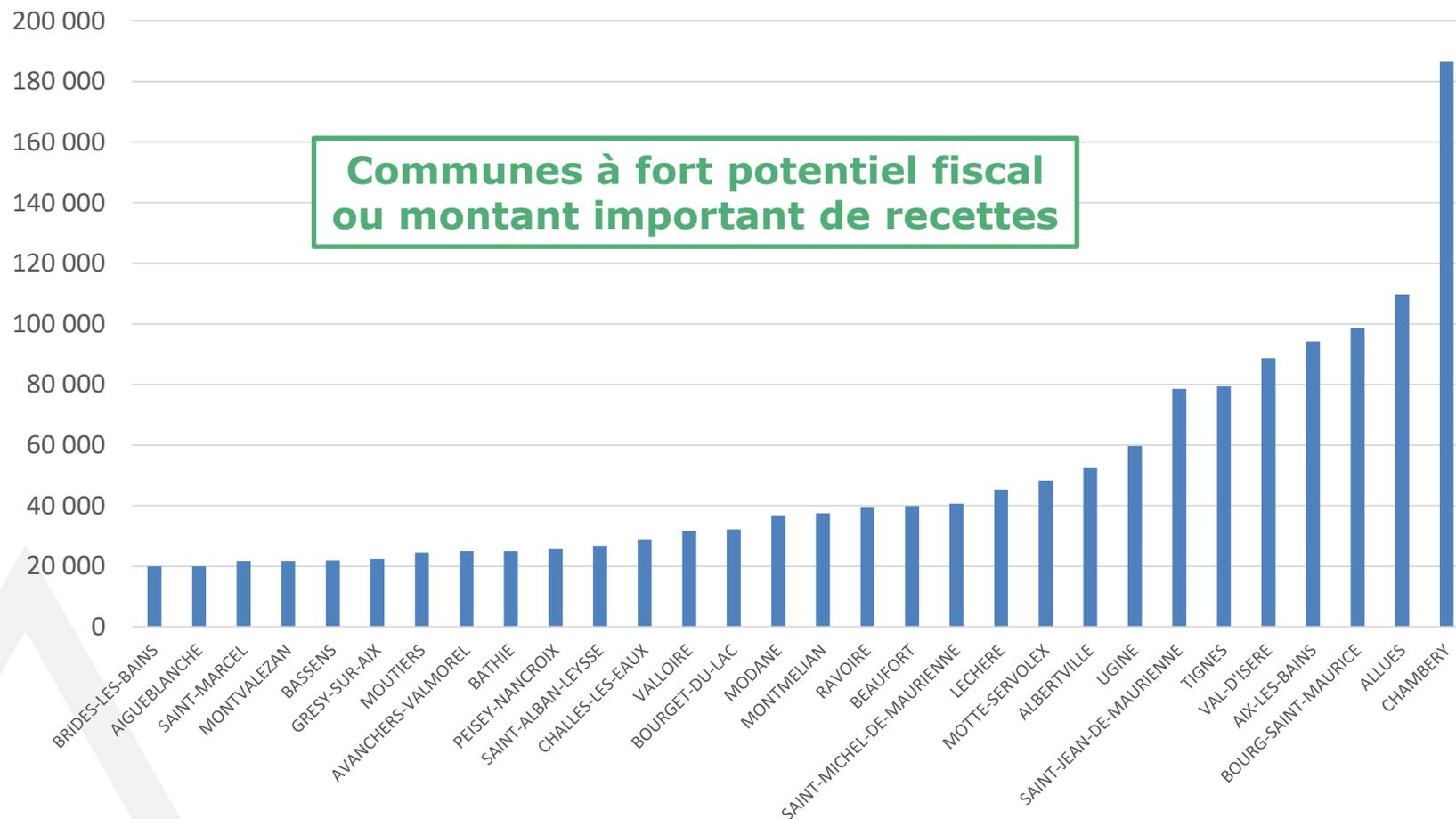
**Communes à fort potentiel fiscal ou montant important de recettes (51 communes)**

*Ex : St Baldoph, Valloire, St Michel de Maurienne, Albertville, Tignes, Les Allues, Val d'Isère, Chambéry*

# MISE EN PERSPECTIVE DE L'ÉCRÊTEMENT SUR DGF



Montant de l'écèlement sur DGF en 2018  
30 communes de Savoie les plus écèlées



# NOUVELLE DOTATION BUDGÉTAIRE POUR QUELQUES COMMUNES « NATURA 2000 »

**Communes de moins de 10 000 hab. dont le territoire terrestre est couvert à + de 75% par un ou des sites Natura 2000 et dont potentiel fiscal par hab. <1,5 fois potentiel fiscal moyen de la même strate démographique**

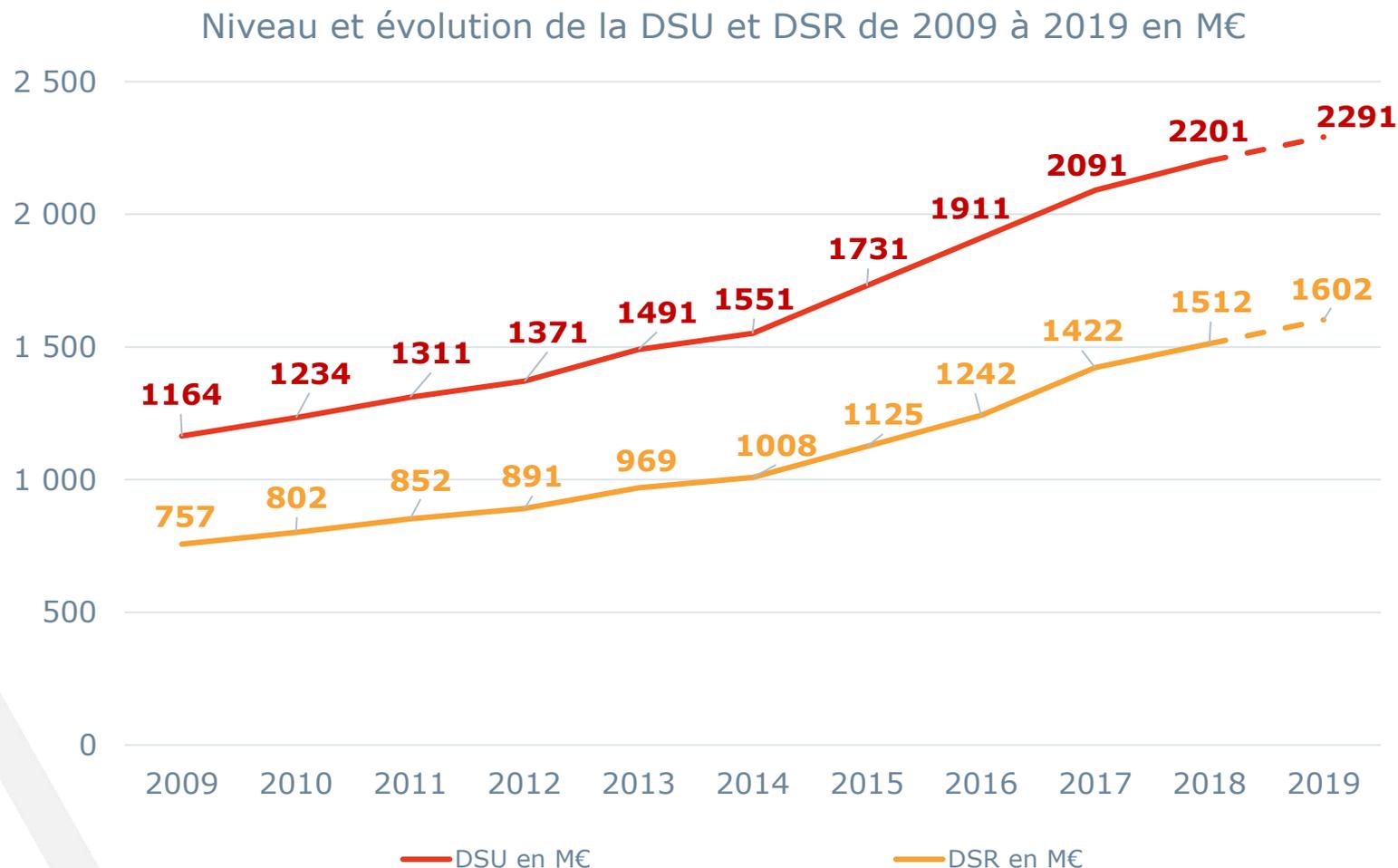
⇒ **nouvelle dotation supplémentaire  
(enveloppe nationale = 5 M€)**

Objectif initial: traiter ces communes comme celles  
« Cœur de parcs nationaux »  
*(Un décret viendra préciser les modalités d'application)*



**JARSY : taux de couverture terrestre  
« site Natura 2000 » de 79%**

# EVOLUTION DE LA DSU ET DE LA DSR ENTRE 2009 ET 2019



**Des composantes de la DGF qui demeurent dynamiques sur la période malgré des montants limités en volume**

# QUELLES DOTATIONS DE PÉRÉQUATION POUR LES COMMUNES EN 2019

## Dotation de Solidarité Rurale DSR

**Enveloppe nationale :**  
**+ 90 M€**

*Eligibles* : la quasi-totalité des communes de moins de 10 000 hab.

*Critères* : potentiel financier par hab et par hectare, longueur de voirie et nombre d'élèves

*3 fractions* : bourgs-centres, péréquation et depuis 2012 fraction « cible » pour les 10 000 communes les plus pauvres

**+ 5,9 %**

## Dotation de Solidarité Urbaine DSU

**Enveloppe nationale :**  
**+ 90 M€**

*Eligibles* : 2/3 des villes de + de 10 000 hab. et 10 % de la strate 5 000-10 000 hab.

*Critères* : % de logements sociaux, % APL, revenu moyen, potentiel financier, effort fiscal, % ZFU et ZRU

**Part cible pour les 250 villes les plus pauvres supprimée en 2017**

**+ 4,1 %**

## Dotation Nationale de Péréquation DNP

**Enveloppe nationale :**  
**Stable depuis 2016**

*Eligibles* : plus d'une commune sur 2

*Critères* : potentiel financier, effort fiscal, potentiel fiscal

*2 parts* : principale et majoration

**Quel devenir pour les prochaines années ?**

**GEL**

**Dispositifs de péréquation verticale confortés, dont l'augmentation est assurée désormais à 100 % par l'écrêtement de la DGF**

# DISPOSITIONS SUR LES COMMUNES NOUVELLES

Garantie du montant de dotations perçues par chacune des anciennes communes en N-1  
(si pop. < ou = 150 000 hab.)

Majoration de 5% de la dotation forfaitaire dès la 1<sup>ère</sup> année de fusion  
(si pop. < ou = 30 000 hab.)

Garantie du montant de la dotation de compensation perçue par le ou les EPCI à fiscalité propre en N-1  
(si pop. < ou = 150 000 hab.)

Garantie du montant de la dotation d'intercommunalité perçue par le ou les EPCI à fiscalité propre en N-1  
(si pop. < ou = 150 000 hab.)

Garantie du montant des dotations de péréquation (DNP, DSR, DSU) perçues par chacune des anciennes communes en N-1  
(si pop. < ou = 150 000 hab.)

**Poursuite du dispositif actuel  
durant les 3 premières années  
suivant leur création  
(l'arrêté préfectoral doit être pris  
entre le 02/01/2019 et le  
01/01/2021)**

**Précision**

# DISPOSITIONS SUR LES COMMUNES NOUVELLES



## Vers une facilitation de la création et l'évolution des communes nouvelles ?

Nouveauté  
hors LdF



Ce que prévoit la proposition de loi votée par le Sénat le 11/12/2018, soutenue par le Gouvernement, avec notamment :

### Davantage de souplesse sur la gouvernance

*(meilleure prise en compte des Maires délégués, effectif plancher du conseil municipal, délégations possibles du CM à un collège d'élus municipaux, possibilité de supprimer une mairie annexe et tout ou partie des communes déléguées, ...)*

### Autres dispositions

- transparence des données financières

*(avant la décision de création et en annexe de la délibération portant création de la commune nouvelle)*

- exonération de certaines contraintes réglementaires pendant les 3 premières années *(sous conditions)*
- autorisation donnée au CM à se réunir et prendre des délibérations dans la mairie d'une des anciennes communes attachée à la même commune nouvelle *(avec conditions)*

### La commune nouvelle "hybride" : vers une « commune-communauté » ?

Si une commune nouvelle se crée à l'échelle d'un EPCI : possibilité de conserver les prérogatives de ce dernier, si elle n'adhère pas à un autre EPCI

# **LA DGF DES INTERCOMMUNALITÉS**

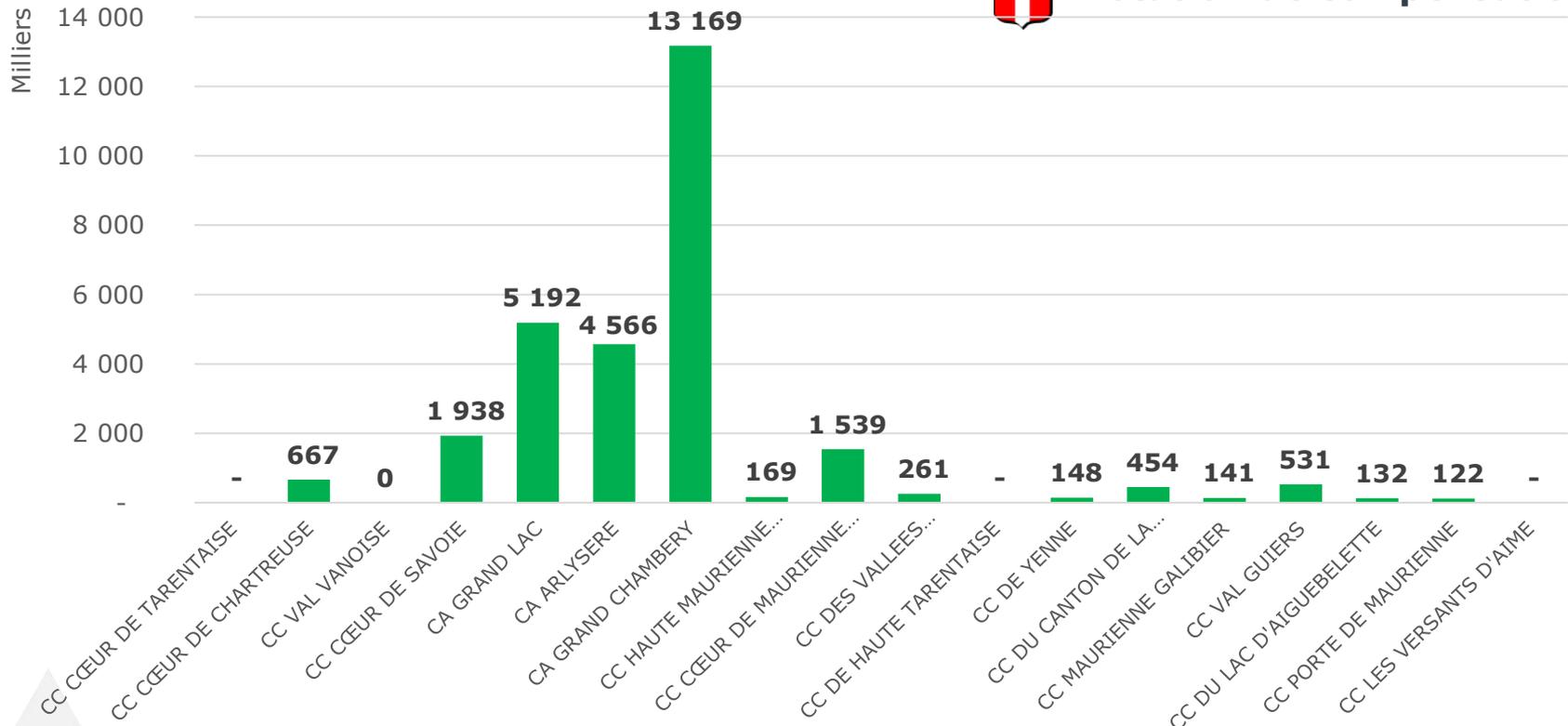
# CALCUL DE LA DOTATION GLOBALE DES EPCI A FISCALITÉ PROPRE



# DOTATION DE COMPENSATION EN 2018 EN SAVOIE



## Dotation de compensation



**Fraction « historique » liée à d'anciennes réformes de la taxe professionnelle**

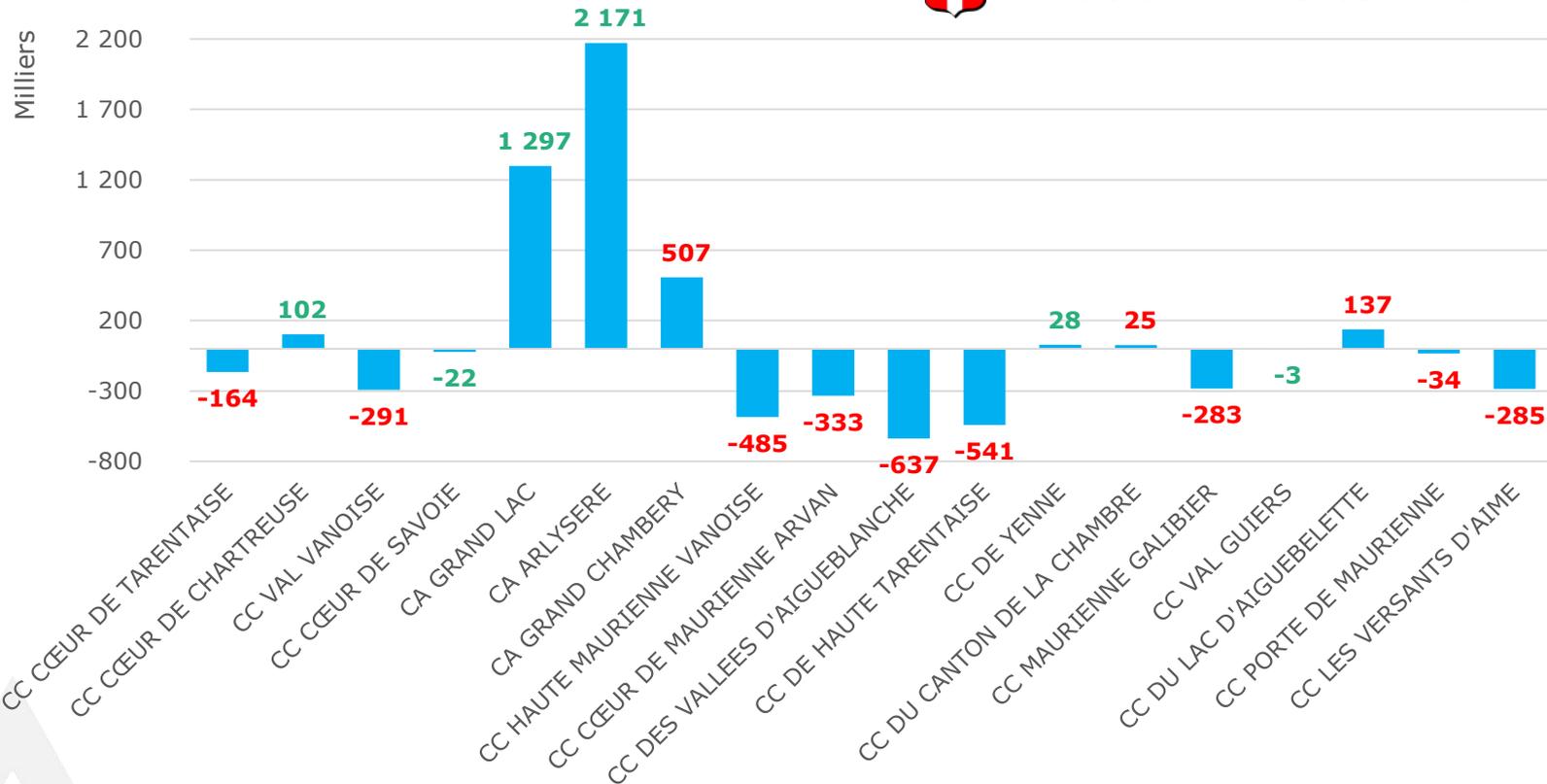
⇒ **les EPCI créés après la réforme de 2010 n'en perçoivent pas**

**Baisse de 1,70 % de la compensation part salaires (CPS) en 2018  
et autour de -2,2% attendus en 2019  
pour financer la hausse de la dotation d'intercommunalité**

# DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ EN 2018 EN SAVOIE



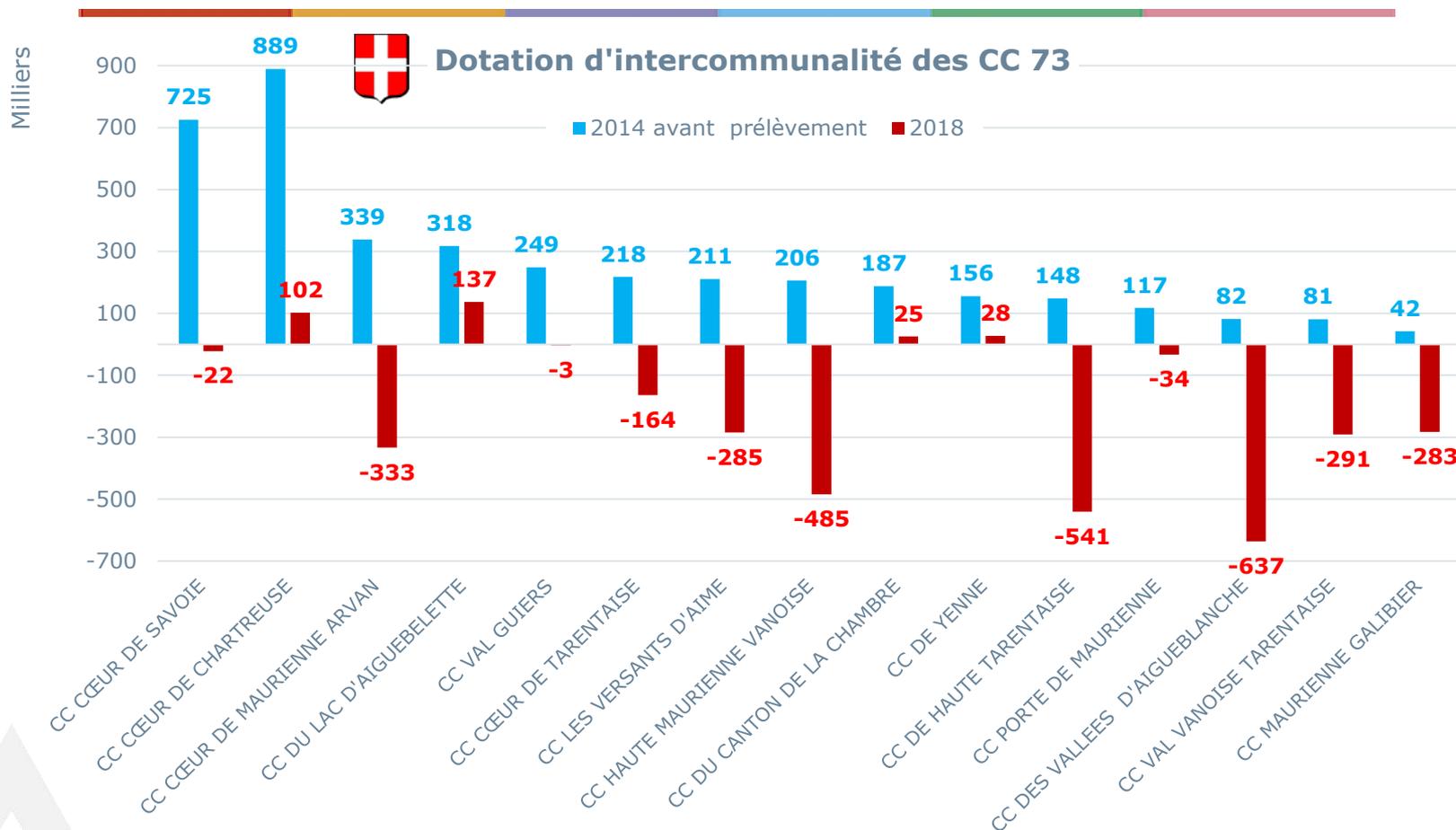
## Dotation d'intercommunalité



**Pour rappel : les EPCI qui ont une dotation < 0, étaient prélevés sur les recettes fiscales (via la CRFP)**

**Ponction de 3,1 M€ sur la fiscalité en 2018 pour 11 EPCI qui n'ont plus de dotation d'intercommunalité**

# RETOUR SUR L'EFFORT DES INTERCOMMUNALITÉS SAVOYARDES ENTRE 2014 ET 2018



**11 Communautés de communes sur 14 sont en « dotation négative » en 2018.**

**La perte de dotation d'intercommunalité sur la période 2014 à 2018 à l'échelle de la Savoie s'élève à -12 M€.**

**En 2019, cette dotation serait globalement en hausse suite à sa réforme**

# **LA RÉFORME DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ**

## Préambule : calcul du CIF

	CC FA	CC FPU	CA
Taxe sur le foncier bâti	●	●	●
Taxe sur le foncier non bâti	●	●	●
Taxe d'habitation	●	●	●
CFE	●	●	●
TEOM	●	●	●
REOM	●	●	●
TAFNB	●	●	●
CVAE	●	●	●
IFER	●	●	●
TASCOM		●	●
FNGIR	●	●	●
DCRTP	●	●	●
Redevance assainissement	●	●	●
Redevance eau	●	●	
Compensation ZRU ZFU ZFC		●	●
Dotation de compensation		●	●

Nouveau

**CIF pris en compte dans le calcul de la Dotation d'intercommunalité plafonné à 60%**

Nouveau

**Pour le calcul du CIF des CC à FA : au numérateur prise en compte de la DSC versée (50% - idem CC FPU)**

- rentre en application au 1er janvier 2020
- rentre en application au 1er janvier 2026

## Préambule : calcul du CIF

Produits de la fiscalité\* perçus par l'EPCI  
- Dépenses de transfert

Nouveau

(100 % Attributions de compensation et 50% DSC pour les CA, les CC à FPU et les CC à FA)

Produits de la fiscalité\* perçus  
par l'EPCI

+

Produits de la fiscalité\* perçus  
par les communes membres

Coefficient d'Intégration Fiscale

\* Produits de TH + FB + FNB + TAFNB + CVAE + CFE + IFER + DCRTP +/-  
FNGIR + TEOM/REOM + TASCOM + **Comp. ZRU ZFU** + **Dotation de compensation**  
(hors baisses DCTP) + **Red. Assainissement**

**En rouge = CA et CC à FPU**

**En vert = UNIQUEMENT CA**

# DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ 2019 : REFORME DU MODE DE CALCUL

Jusqu'en 2018

- ① Calcul d'enveloppes par catégories avec une prime aux EPCI les plus intégrés :

Catégories	Montant par habitant
CU/Métropoles	60 €
CA	48,08 €
CC FPU bonifiée	34,06 €
CC FPU	24,48 €
CC FA	20,05 €

Exemple : population totale française dans les EPCI à FA  
X 20,05 € =  
**TOTAL DE DOTATION REPARTIE ENTRE LES CC à FA**

- ② Pour chaque catégorie calcul de la dotation à partir des critères suivants

Pop. DGF

CIF

Potentiel fiscal

Valeurs de point €

Définies par l'Etat et modulées en cas de baisse des enveloppes

- ③ Minoration de la contribution au redressement des finances publiques (2014 à 2017)

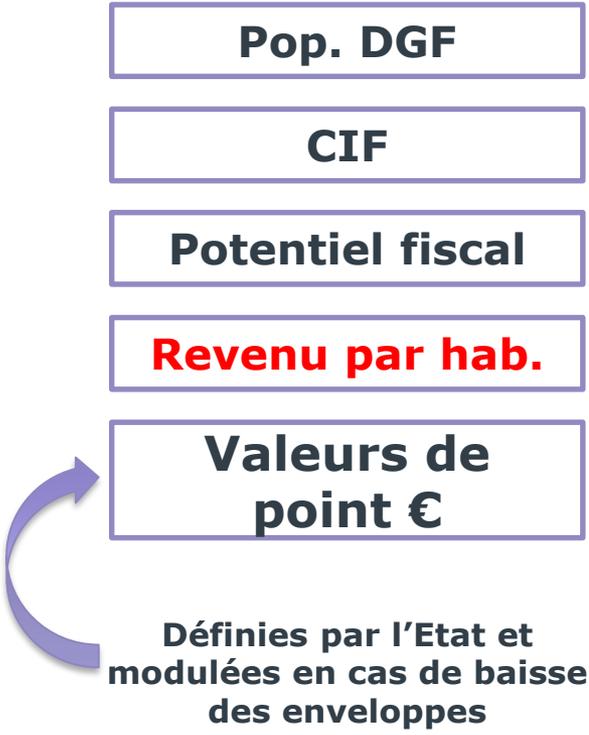
# DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ 2019 : REFORME DU MODE DE CALCUL

## A partir de 2019

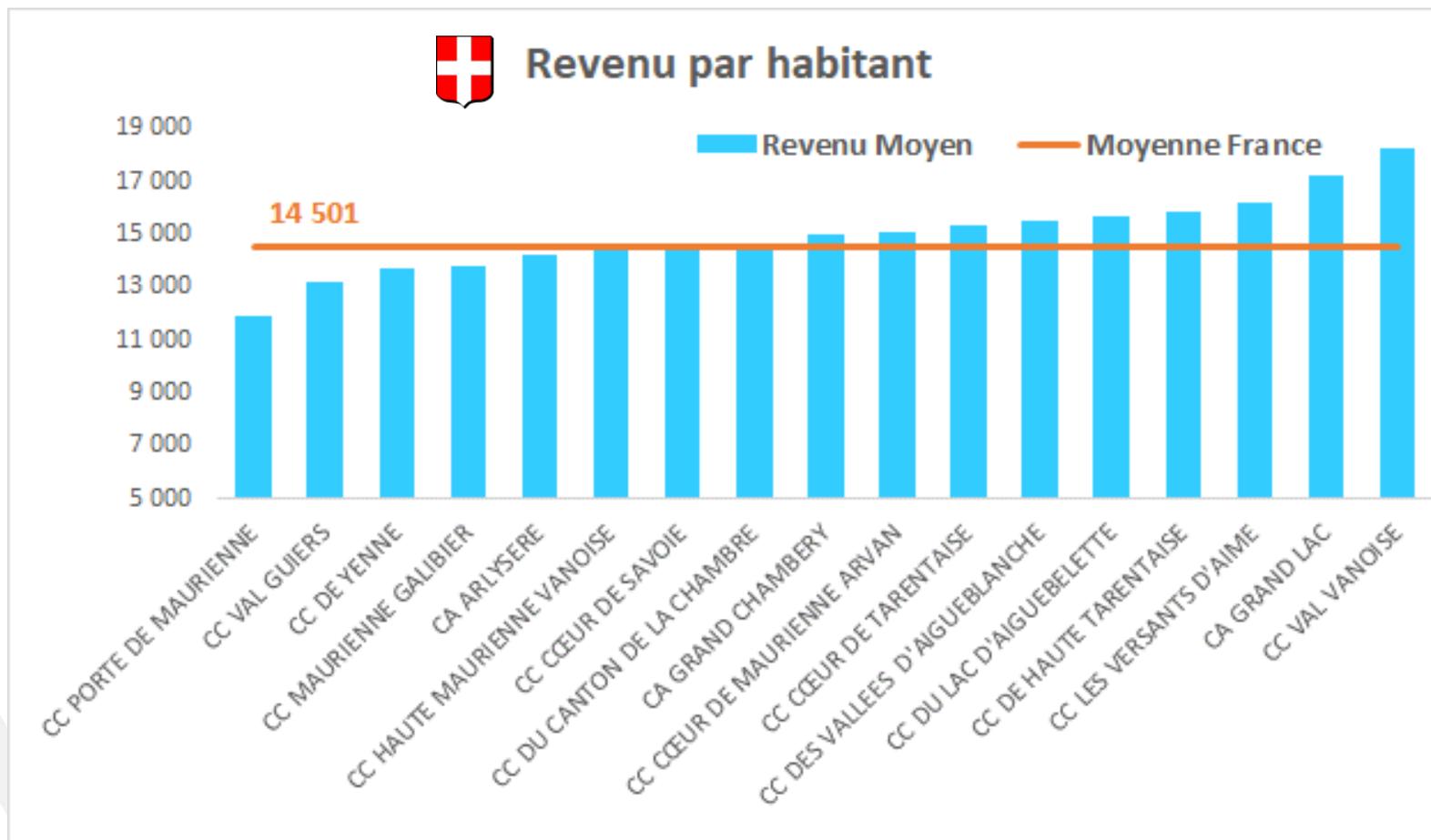
1 Calcul d'enveloppes sur la base d'une moyenne nationale unique :

Catégories	Montant par habitant
CU/Métropoles	<b>Montant unique net de CRFP (cumulé antérieur)</b>
CA	
CC FPU bonifiée	
CC FPU	
CC FA	

2 Pour chaque catégorie calcul de la dotation à partir des critères suivants

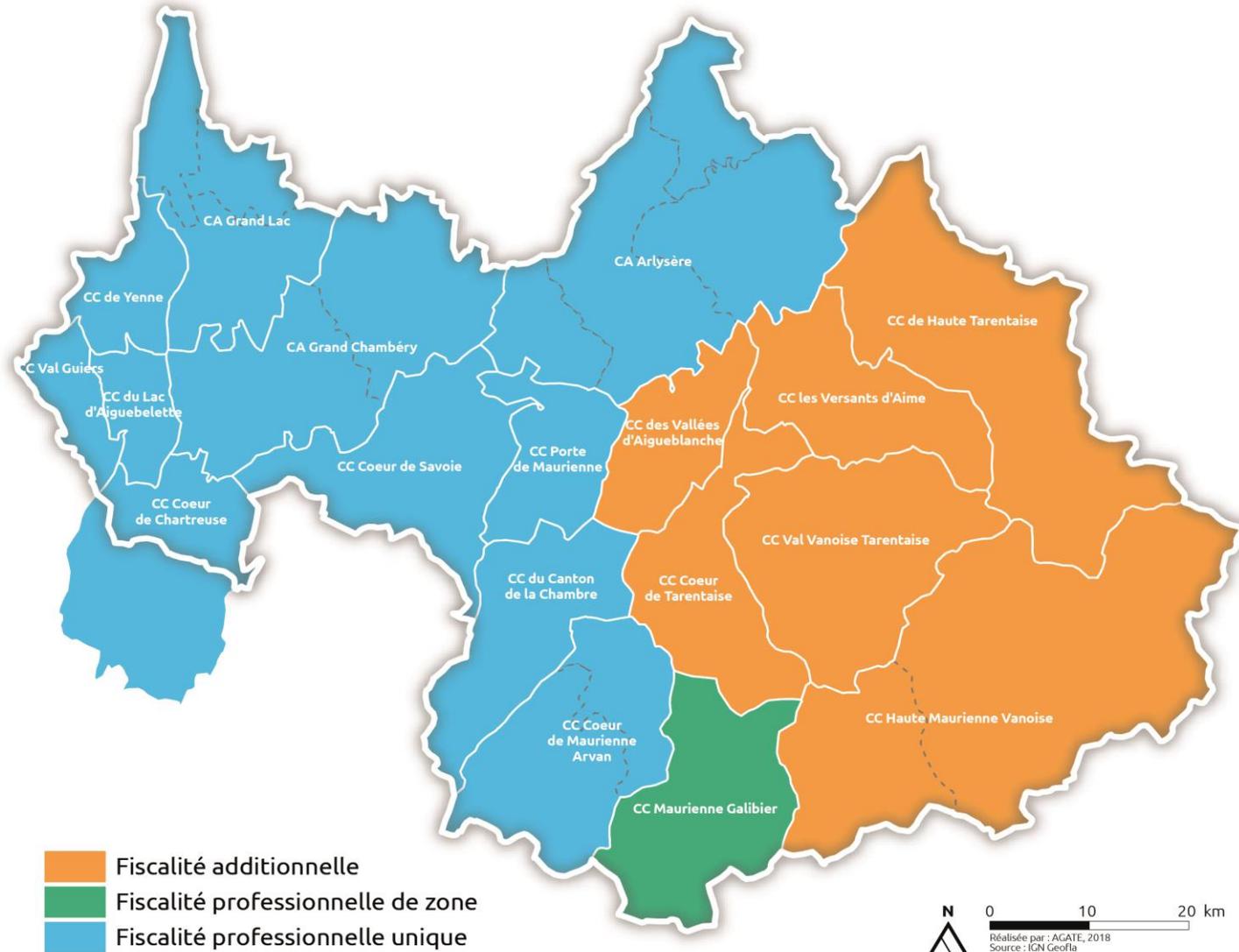


# DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ 2019 : REFORME DU MODE DE CALCUL – LE REVENU PAR HABITANT – EN €

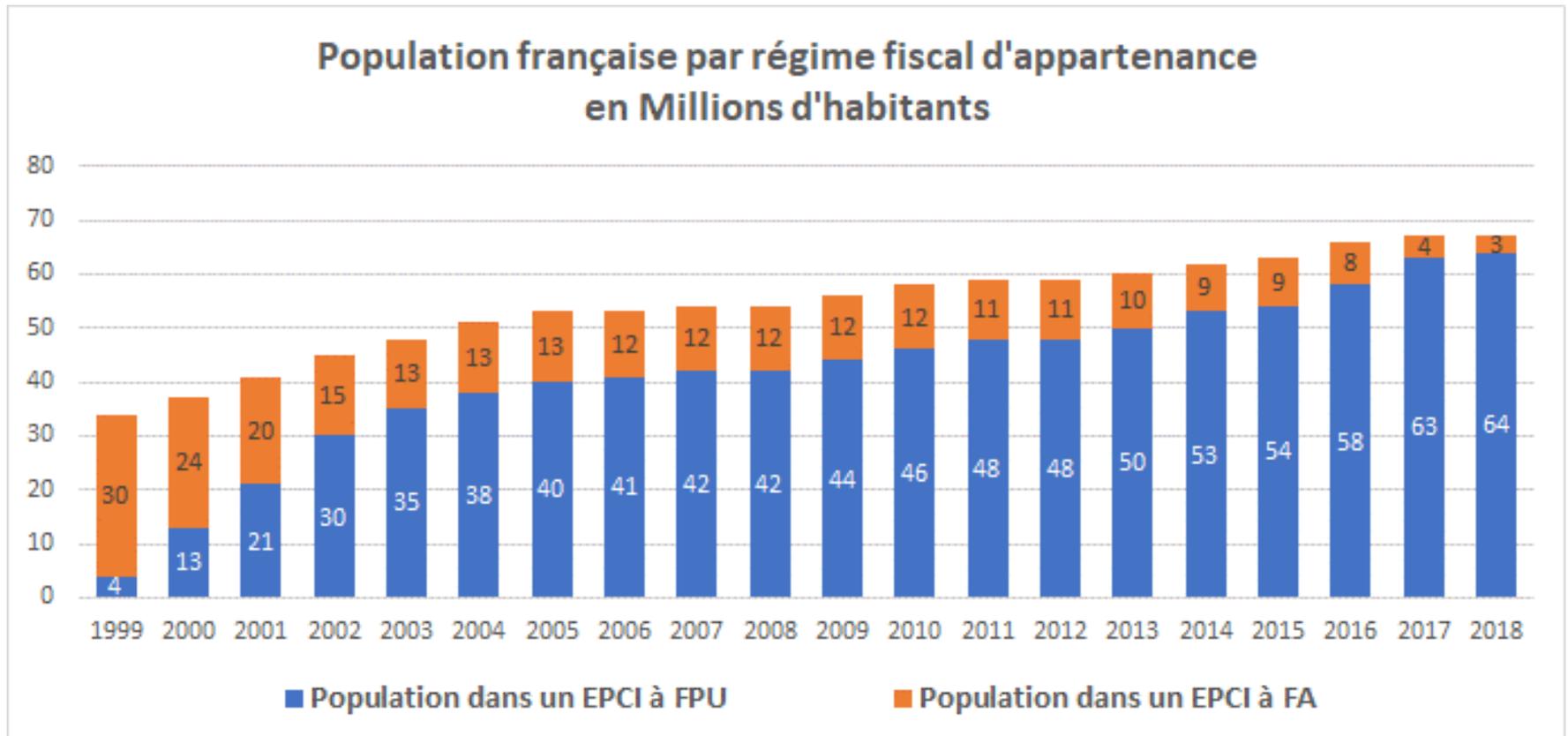


**Introduction de la notion de revenu par hab. dans le calcul  
=> De fortes disparités par rapport à la moyenne nationale**

# RÉGIMES FISCAUX DES EPCI EN SAVOIE EN 2018



# RÉGIMES FISCAUX AU NIVEAU NATIONAL



**Le profil des EPCI de Savoie est atypique puisqu'à l'échelle nationale, 95% de la population vit dans un EPCI à fiscalité professionnelle unique**

# DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ 2019 : REFORME DU MODE DE CALCUL – DÉTAILS

## Dotation unique

😊 **CC peu intégrées** (FA et FPU sans bonifications) **aux enveloppes les + basses**

## Hausse de l'enveloppe (30 M€/an)

☹️ **Financement par CC** (↓ dotation de compensation) **et Communes** (écrêtement dotations)

## Notion de Revenu / hab.

☹️ **Territoires où ménages + aisés**

## Garantie de DGF si (*non cumulatifs*):

- ① CA avec CIF > 35%  
CC avec CIF > 50%
- ② Pot. fiscal < 60% moy strate

😊 **Territoires fiscalement très intégrés**

**Quels impacts?**

« Recharge » de 5 € /hab. pour les EPCI ayant – de 5€/hab. et un potentiel fiscal < 2 fois la moyenne

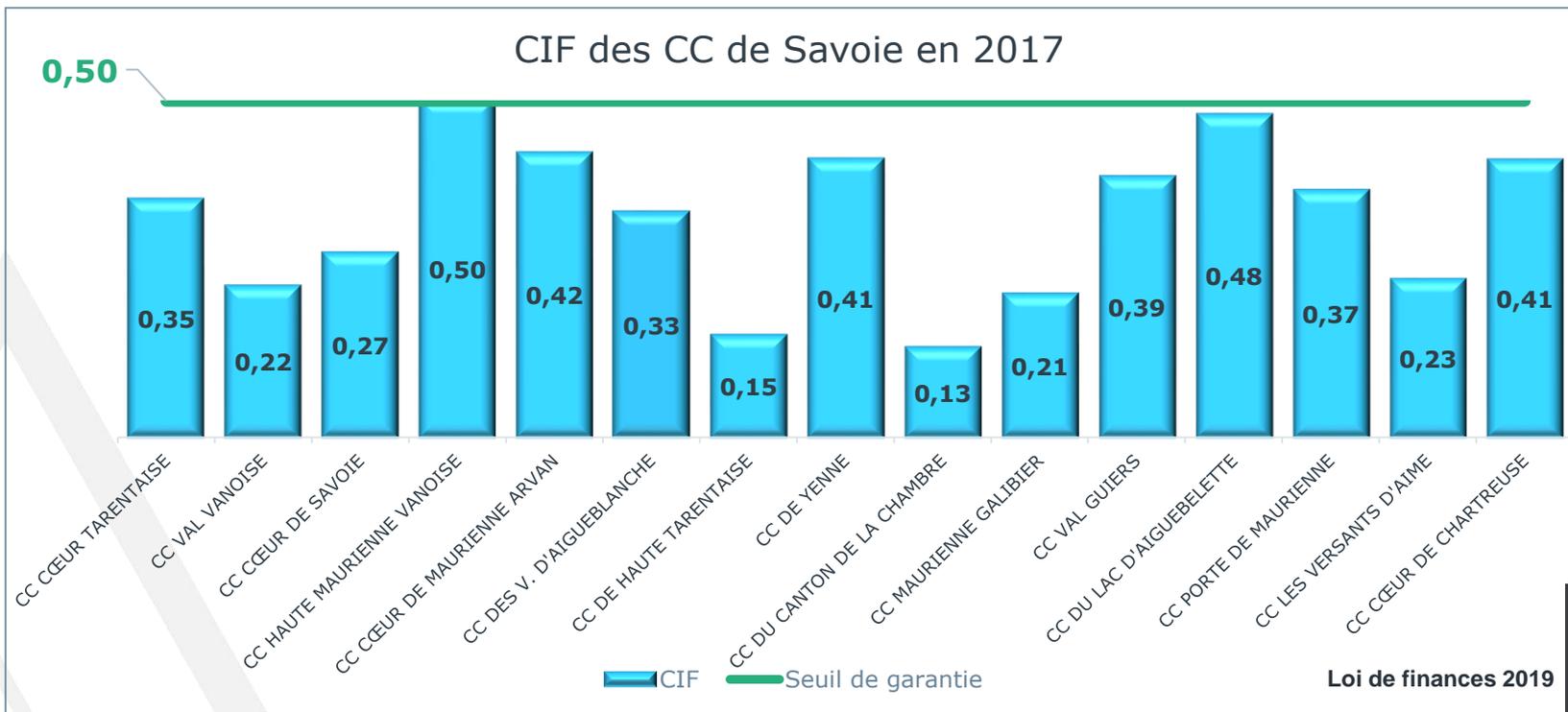
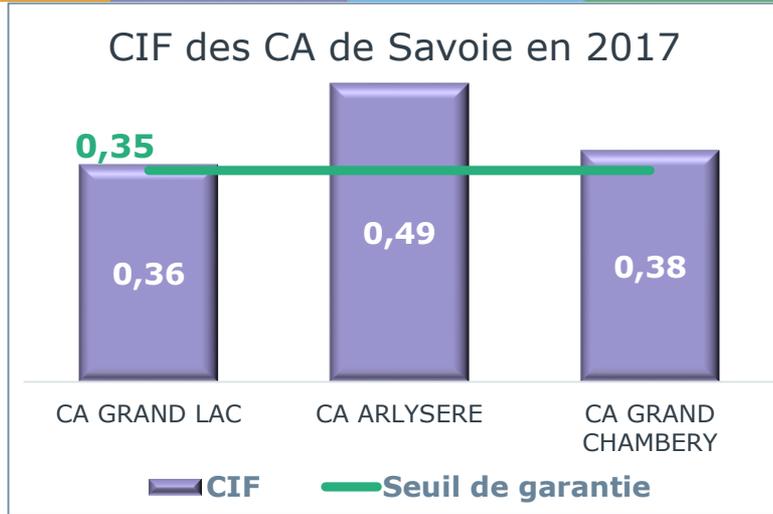
😊 **CC ayant perdu beaucoup voire toutes leurs dotations suite aux ponctions 2014/2017**

Ecrêtement de la DGF/hab. entre 95% et 110 % par rapport à N-1 (*hors changement de périmètre ou d'option fiscale*)

☹️ **Ensemble des CC** (le précédent mécanisme de garantie allait jusqu'à 120%)

# DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ 2019 : REFORME DU MODE DE CALCUL – DÉTAILS

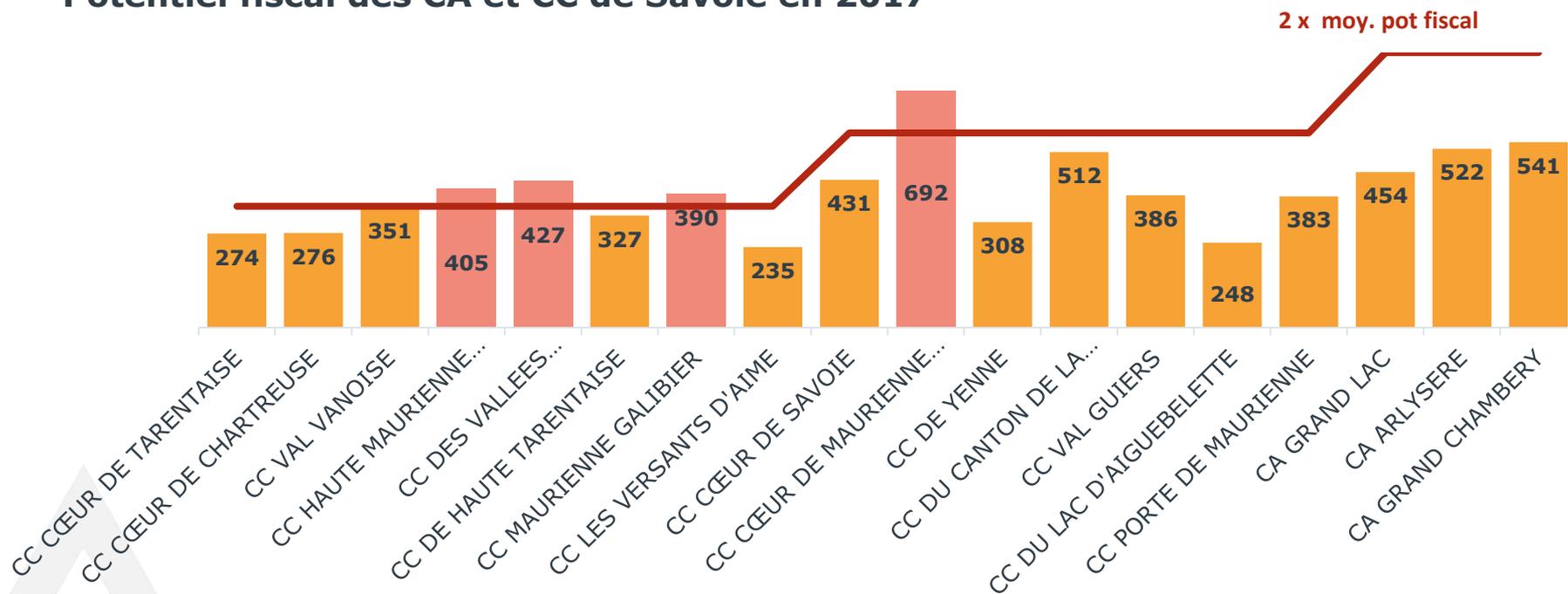
Eligibilité à la garantie de la dotation ?



# DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ 2019 : REFORME DU MODE DE CALCUL – DÉTAILS

Eligibilité à un des critères de la recharge de 5€ ?

## Potentiel fiscal des CA et CC de Savoie en 2017



Rappel :

- PF moy / hab pour les CA = 401,168
- PF moy / hab pour les CC FA = 177,267
- PF moy / hab pour les CC FPU = 284,139

# DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ 2019 : REFORME DU MODE DE CALCUL – DÉTAILS

Application du mécanisme de « recharge » de la dotation d'intercommunalité à 5 € / hab. sur les EPCI de Savoie



	Pop DGF	Dotation après CRFP	DGF/hab. en val. absolue	Gain potentiel après prise en compte du PF
CC CŒUR DE TARENTOISE	23 146	<b>-164 414</b>	<b>0,0 €</b>	115 730 €
<i>CC CŒUR DE CHARTREUSE</i>	<i>19 030</i>	<i>102 113</i>	<i>5,4 €</i>	<i>non éligible</i>
CC VAL VANOISE	26 838	<b>-290 873</b>	<b>0,0 €</b>	134 190 €
CC CŒUR DE SAVOIE	38 553	<b>-22 192</b>	<b>0,0 €</b>	192 765 €
<i>CA GRAND LAC</i>	<i>80 521</i>	<i>1 296 943</i>	<i>16,1 €</i>	<i>non éligible</i>
<i>CA ARLYSÈRE</i>	<i>75 000</i>	<i>2 171 496</i>	<i>29,0 €</i>	<i>non éligible</i>
CA GRAND CHAMBERY	141 256	<b>507 395</b>	3,6 €	198 885 €
<b>CC HAUTE MAURIENNE VANOISE</b>	<b>17 739</b>	<b>-484 544</b>	<b>0,0 €</b>	<b>88-695-€</b>
<b>CC CŒUR DE MAURIENNE ARVAN</b>	<b>25 051</b>	<b>-333 484</b>	<b>0,0 €</b>	<b>125-255-€</b>
<b>CC DES VALLEES D'AIGUEBLANCHE</b>	<b>11 271</b>	<b>-636 848</b>	<b>0,0 €</b>	<b>56-355-€</b>
CC DE HAUTE TARENTOISE	40 164	<b>-540 974</b>	<b>0,0 €</b>	200 820 €
CC DE YENNE	7 636	<b>27 576</b>	3,6 €	10 604 €
CC DU CANTON DE LA CHAMBRE	11 210	<b>25 419</b>	2,3 €	30 631 €
<b>CC MAURIENNE GALIBIER</b>	<b>11 708</b>	<b>-282 775</b>	<b>0,0 €</b>	<b>58-540-€</b>
CC VAL GUIERS	12 861	<b>-2 600</b>	<b>0,0 €</b>	64 305 €
<i>CC DU LAC D'AIGUEBELETTE</i>	<i>6 481</i>	<i>137 240</i>	<i>21,2 €</i>	<i>non éligible</i>
CC PORTE DE MAURIENNE	7 649	<b>-33 685</b>	<b>0,0 €</b>	38 245 €
CC LES VERSANTS D'AIME	24 032	<b>-284 637</b>	<b>0,0 €</b>	120 160 €

**Gains potentiels en rouge : les EPCI ont un potentiel fiscal trop élevé et seraient exclus de la « recharge »**



**Pour les EPCI bénéficiaires : attention le prélèvement sur recettes fiscales (CRFP de 2014 à 2017) est toujours présent**

# DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ 2019 : REFORME DU MODE DE CALCUL

Incidences de cette réforme sur les différentes catégories d'EPCI :

## les CC à FA

↳ **Nette progression de leur dotation + 34% en moyenne** (de 8 €/hab à 10,7 €/hab).

↳ Nombreuses bénéficiaires de la « recharge » de 5 €/hab.

🎯 *Simple effet d'aubaine ponctuel avant une remise en cause de ce régime fiscal ou prime durable ?*

## les CC à FPU

↳ **Progression plus faible** (de 14 €/hab à 15,6 €/hab)

↳ + de 120 CC déjà victimes en 2018 de fortes baisses suite à la **perte de la DGF bonifiée** (« nettoyage » par les Préfets dans les statuts des intercommunalités)

🎯 **Fin du mécanisme de DGF bonifiée** : toutes les CC à FPU se voient attribuer le même mode de calcul sur leur dotation

## les CA

↳ **Faible progression** (de 22,4 €/hab à 23 €/hab)

↳ **Majoritairement perdantes** de la réforme puisqu'elles bénéficiaient jusqu'ici d'une enveloppe globale plus élevée que les CC

🎯 *Seules les CA ayant un **CIF > à 35%** et ayant un **potentiel fiscal < à 0,5 fois la moyenne** bénéficient d'une garantie*



**Ces dispositions potentiellement très impactantes financièrement pour les EPCI sont à prendre **avec des réserves** :**

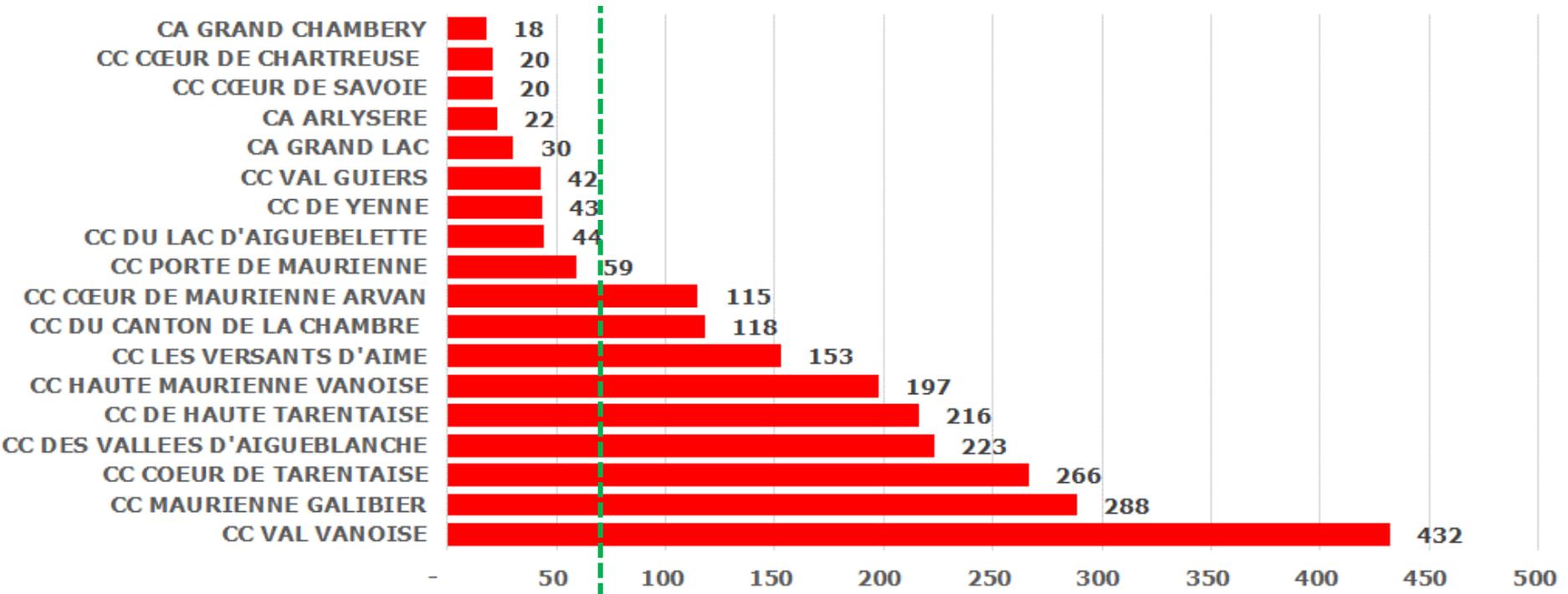
- ↪ **Certaines collectivités sont proches de seuils les rendant éligibles ou non à ces dispositifs**
- ↪ **Les modifications de périmètres intercommunaux intervenues notamment en 2017 induisent des biais difficilement chiffrables y compris par la DGCL**

# **EVOLUTION DU FPIC ET DES AUTRES DOTATIONS ALLOUÉES AUX COLLECTIVITÉS**

# PRÉLÈVEMENT FPIC 2018 SUR LES ENSEMBLES INTERCOMMUNAUX EN SAVOIE



Prélèvement FPIC 2018 - En €/hab (INSEE)



Une ponction FPIC/habitant au niveau de la Savoie de **64 € en 2018** contre environ 15 € au niveau national (donnée 2018)

# PRÉLÈVEMENT FPIC 2018 SUR LES ENSEMBLES INTERCOMMUNAUX EN SAVOIE



## Evolution du FPIC en 2018 sur les ensembles intercommunaux (communes + intercommunalités)

EPCI Savoie	Prélèvement FPIC 2018	Evolution FPIC 2018/2017	Ecart 2018/2017
CC DU CANTON DE LA CHAMBRE	887 826 €	5%	48 807 €
CC CŒUR DE CHARTREUSE	111 023 €	-3%	-2 832 €
CC DU LAC D'AIGUEBELETTE	257 862 €	4%	9 072 €
CC PORTE DE MAURIENNE	407 424 €	-1%	-4 301 €
CC DE YENNE	310 974 €	-12%	-36 730 €
CC COEUR DE TARENTOISE	2 637 526 €	2%	49 987 €
CC DES VALLEES D'AIGUEBLANCHE	1 615 133 €	-1%	-13 135 €
CC MAURIENNE GALIBIER	1 682 470 €	-4%	-73 400 €
CC VAL GUIERS	527 828 €	-1%	-5 698 €
CC LES VERSANTS D'AIME	1 503 048 €	2%	32 952 €
CC DE HAUTE TARENTOISE	3 627 436 €	-3%	-124 419 €
CC CŒUR DE SAVOIE	761 375 €	-5%	-34 839 €
CC VAL VANOISE	4 131 743 €	-2%	-68 448 €
CA GRAND LAC	2 265 433 €	8%	179 078 €
CA GRAND CHAMBERY	2 419 410 €	-2%	-47 189 €
CC CŒUR DE MAURIENNE ARVAN	1 772 571 €	-1%	-13 442 €
CA ARLYSÈRE	1 408 055 €	-8%	-119 666 €
CC HAUTE MAURIENNE VANOISE	1 779 696 €	-4%	-65 009 €
<b>TOTAL SAVOIE</b>	<b>28 106 833 €</b>	<b>-1,03%</b>	<b>-289 212 €</b>



## Quelle évolution pour 2019 ?

Une enveloppe nationale (**1 Md€**) qui ne bouge pas pour 2019



Toutefois, des impacts seront à constater à la marge en raison :

- des indicateurs de richesse individuelle
- des valeurs moyennes de référence des catégories d'EPCI
- des changements de régime fiscal intervenus (il peut y avoir des **variations importantes de CIF**)

**Traduction budgétaire : par prudence, prévoir environ + 5 % de prélèvement FPIC sur l'ensemble intercommunal.**

# BILAN SYNTHÉTIQUE : QUELLE TRAJECTOIRE BUDGÉTAIRE SELON LA LFI 2019 ?

## DGF des communes

Prévoir une baisse (écrêtement)  
Estimer la dynamique population (+/-)  
Maintien des montants de CRFP antérieurs (prlv sur fiscalité)  
Gel de la dotation touristique

## Dotations d'intercommunalité

Nouvelles modalités de calcul (éligibilité recharge?)  
Maintien des montants de CRFP antérieurs (prlv sur fiscalité)

## Dotations de compensation

Prévoir une baisse de **- 2,2 %** au plus

## DCRTP

**Baisse à appréhender au cas par cas**  
Baisse en moyenne de **- 1,3 %** pour le bloc communal

## Compensations de taxes

Prévoir une **stabilisation** sur le montant 2018

## FPIC

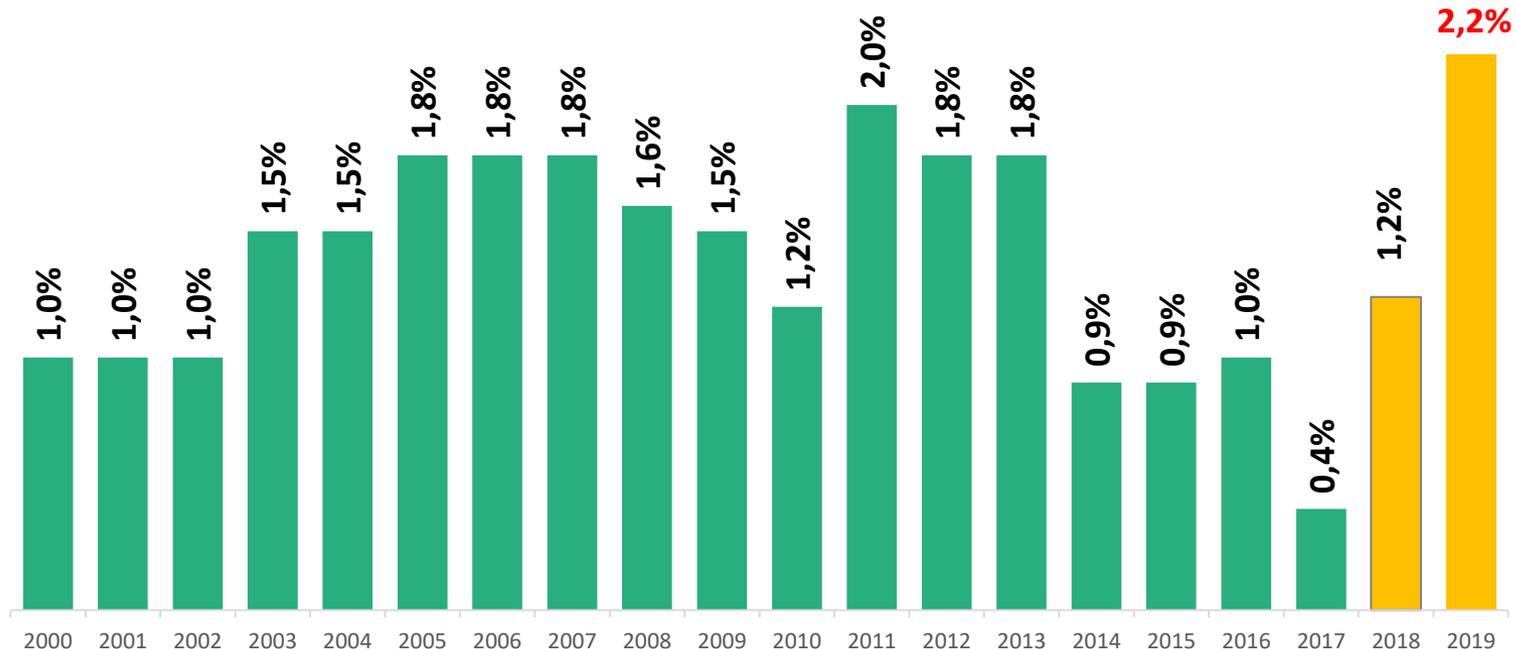
Prévoir au moins une hausse de **+ 5 %** du prélèvement de l'ensemble intercommunal 2018

# **QUELLES SONT LES PRINCIPALES DISPOSITIONS CONCERNANT LA FISCALITÉ?**

# REVALORISATION FORFAITAIRE DES VALEURS LOCATIVES CADASTRALES TAXES MENAGES

**Rappel** : Revalorisation désormais = taux de variation de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) novembre n-1/novembre n-2

A noter : IPCH ≠ IPC (+1,9% en novembre 2018)



# REVALORISATION FORFAITAIRE DES VALEURS LOCATIVES CADASTRALES LOCAUX PROFESSIONNELS



↓  
**38 catégories au niveau national**

↓  
**Détermination de la surface pondérée du local**

↓  
**Peuvent être modulés de 0,7 à 1,3 éventuellement**

↓  
**6 secteurs locatifs homogènes au niveau départemental**  
(par commune ou section de commune)

- Surface principale:**  
**Coeff. X 1**
- Surface secondaire couverte:**  
**Coeff. X 0,5**
- Surface secondaire non couverte:**  
**Coeff. X 0,2**

↓  
**Grille tarifaire par catégorie et secteur**  
(tarif en €/m<sup>2</sup>)

# REVALORISATION FORFAITAIRE DES VALEURS LOCATIVES CADASTRALES LOCAUX PROFESSIONNELS



Revalorisation via une mise à jour permanente des tarifs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019



Pour chaque catégorie de chaque secteur, en 2019 :

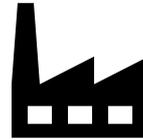


Prise en compte au minimum de 4 loyers pour calculer le coefficient.  
À défaut, application d'un coefficient départemental.



**Baisse des VL attendue en 2019  
du fait de la non prise en compte  
de la revalorisation exceptionnelle  
de 1,2% de 2018**

# EVALUATION DES VALEURS LOCATIVES DES LOCAUX INDUSTRIELS



**L'article 56 de la loi de finances 2019** réaffirme le **caractère industriel** des bâtiments lorsque le rôle des installations techniques, matériels et outillages mis en œuvre est prépondérant, sauf si ceux-ci sont d'une valeur < à 500 000 € (*disposition applicable à compter de 2020*)



Introduction d'une **mesure de lissage** (applicable dès 2019) lorsque la valeur locative d'un local évolue de plus de 30 % consécutivement à un changement d'affectation ou à un changement de méthode d'évaluation, le montant de cette variation sera pris en compte progressivement sur une période de 6 ans.

# DISPOSITIONS DIVERSES : LA TEOM



L'article 7 de la Loi de Finances 2019 a pour objectif de **favoriser l'institution de la part incitative.**

Il est ainsi possible :



- d'obtenir un produit total de TEOM pouvant excéder, dans la limite de 10 %, le produit de la TEOM N-1, la 1<sup>ère</sup> année d'instauration de la part incitative (prise en compte du surcoût occasionné) ;
- d'inclure dans le champ des dépenses financées par la taxe celles liées à la définition et aux évaluations des programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés mentionnées à l'article L.541-15-1 du code de l'environnement.

# DISPOSITIONS DIVERSES : LA TEOM



L'article 7 précise aussi la **nature des dépenses** qui peuvent être prises en compte pour le calcul de la TEOM en autorisant la prise en compte au-delà des dépenses réelles de fonctionnement :

- soit des **dépenses réelles d'investissement**,
- soit **des dotations aux amortissements** correspondantes.

L'Etat diminue, pendant 5 ans, de 3,6 % à 2 % les montants qu'il perçoit sur les produits de la TEOM au titre des frais de dégrèvements.

Les dégrèvements faisant suite à la constatation par une décision de justice de l'illégalité de la délibération fixant le taux de la taxe sont supportés par la collectivité.

# DISPOSITIONS DIVERSES : TAUX DE TVA RÉDUIT À 5,5 %

---



A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, certaines dépenses seront concernées par le retour au taux de **TVA à 5,5 %**, à savoir les prestations de :

- collecte séparée,
- collecte en déchetterie
- tri et de valorisation...

Le **taux actuel de 10 %** continuera à s'appliquer pour :

- la mise en décharge ou l'incinération ;
- la collecte en mélange ;
- la stabilisation et le traitement mécano-biologique des déchets.

# **QUELLES PERSPECTIVES AVEC LA SUPPRESSION DE LA TH ?**

# REFORME DE LA TAXE D'HABITATION : RAPPEL

Promesse du  
Président de la  
République

**Poursuite de la  
réforme engagée fin  
2017 sans  
modification dans la  
LdF 2019**

Modalités détaillées  
dans la loi de  
finances 2018

80% des  
contribuables  
exonérés

Réforme  
finalisée  
en 2020 ?

# REFORME DE LA TAXE D'HABITATION : RAPPEL



**Réforme  
finalisée  
en 2020 ?**

**2018**

Dégrèvement à hauteur de 30 %  
pour les foyers fiscaux éligibles

**2019**

Dégrèvement à hauteur de 65 %  
pour les foyers fiscaux éligibles

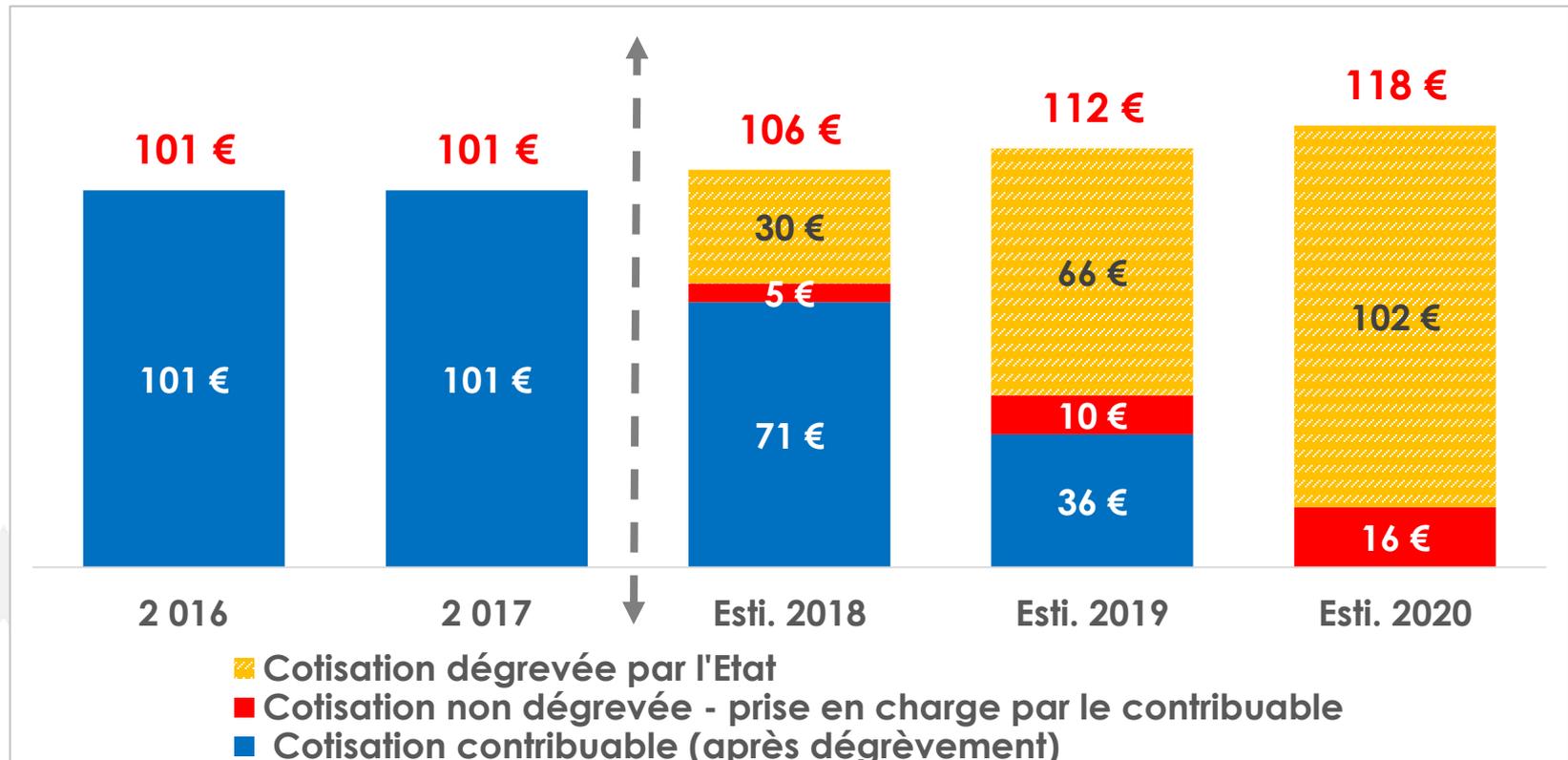
**2020**

Dégrèvement à hauteur de 100 %  
pour les foyers fiscaux éligibles

# REFORME DE LA TAXE D'HABITATION : RAPPEL

**Exemple** : un contribuable dispose d'un bien d'une VLC de 1 000 € avec un taux d'imposition communal de 10 %.

**La commune augmente son taux de 5 % par an.**



Les hausses de taux à compter de 2018 seront **à la charge du contribuable**



## Quels niveaux de compensation en 2020-2021 ?

Le dégrèvement de l'Etat à l'issue de la période 2018-2019 serait basé **sur les taux 2018** pratiqués par les collectivités

=> **Risque de perte de produit fiscal pour les collectivités qui augmenteraient leurs taux en 2019 notamment**

**La croissance des bases d'imposition** sur la période 2018-2020 sera compensée par l'Etat

=> **Pas de perte de dynamisme**



## Autres impacts à venir

Maintien d'une imposition pour les **résidences secondaires** lesquelles ne sont pas concernées par la réforme  
**=> Imposition spécifique des résidences secondaires (majoration du taux de taxe foncière ?)**

Nécessité d'une **révision des valeurs locatives** pour les locaux d'habitation  
**=> Avoir une taxe foncière plus juste basée sur des évaluations cadastrales refondées comme pour les locaux professionnels → Horizon 2025**



## Quelle fiscalité pour le bloc communal demain ?

Dans le prolongement du vote de la loi de finances 2018, le Président de la République annonce une suppression totale de la taxe d'habitation à l'issue de l'actuelle réforme

**=> Horizon 2021-2022 ?**

Débat sur le rapport Richard-Bur de fin mai 2018 par le comité des finances locales et le Gouvernement en juillet 2018

**=> arbitrages définitifs attendus dans une loi de finances rectificative premier semestre 2019**



## Quel panier de recettes fiscales pour le bloc communal demain ?

Trois scénarios principaux avancés (avec des « sous-scénarios » possibles) :

- ① **Transfert aux communes et intercommunalités de la taxe foncière perçue par les Départements**
- ② **Spécialisation aux seules communes de la taxe foncière (transfert de TF des Départements et des intercos)**
- ③ **Transfert aux communes et intercommunalités d'une fraction d'impôt national**

# ENJEUX FUTURS – PERSPECTIVES DU RAPPORT RICHARD-BUR

	Effets pour les EPCI	Effets pour les communes
<p><b>1</b></p> <p><b>Transfert aux communes et intercommunalités de la taxe foncière perçue par les Départements</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Maintien du lien avec le contribuable local via une taxe foncière élargie                             <ul style="list-style-type: none"> <li>TVA dynamique</li> </ul> </li> <li>Pour les collectivités « perdantes » compensation gelée</li> </ul>	
<p><b>2</b></p> <p><b>Spécialisation aux seules communes de la taxe foncière (transfert de TF des Départements et des intercos)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte d'une partie du lien avec le contribuable local avec la disparition de la TH + perte du FB</li> <li>Les DMTO communaux peuvent être volatiles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Maintien du lien avec le contribuable local via une taxe foncière élargie                             <ul style="list-style-type: none"> <li>TVA dynamique</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>3</b></p> <p><b>Transfert aux communes et intercommunalités d'une fraction d'impôt national</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte d'une partie du lien avec le contribuable local avec la disparition de la TH                             <ul style="list-style-type: none"> <li>TVA dynamique</li> </ul> </li> <li>Nette réduction du levier fiscal du bloc communal</li> </ul>	



## Autres impacts de la réforme envisagée

Le Département semble fragilisé au travers des pistes de réformes envisagées

**=> Perte du lien fiscal avec le contribuable local dans plusieurs scénarios et menace de recentralisation des droits de mutations des Départements au niveau national**

Le régime de fiscalité additionnelle pour les communautés de communes semble obsolète

**=> Préconisation d'un passage obligatoire en FPU pour ces entités**

**A appréhender au regard des mesures de la LdF 2019 qui valorisent les CC à fiscalité additionnelle**

# À VENIR...

## Loi de Finances 2019

Réforme de la dotation  
d'intercommunalité  
Relative stabilité de la DGF  
Baisse DC RTP, FDTP, ...

## Actualisation de la Loi de programmation

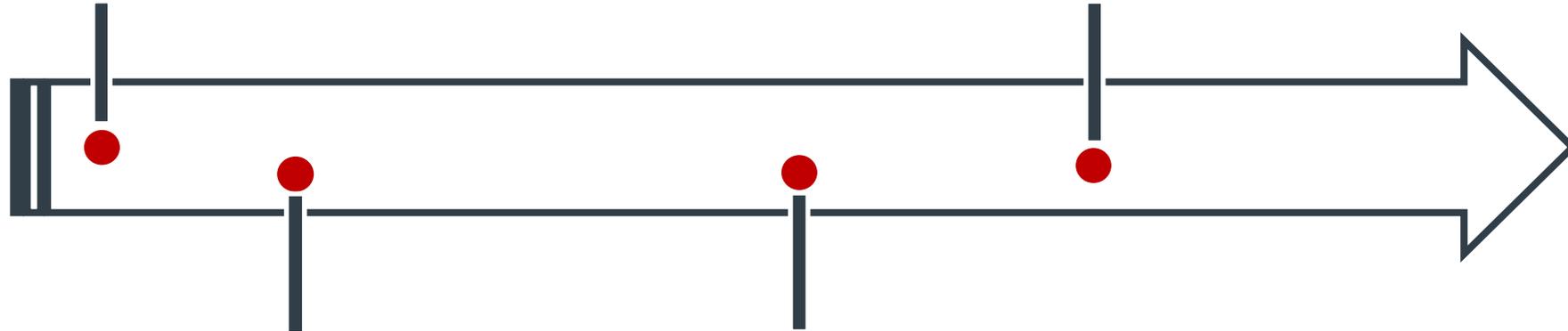
- *Nouvel effort demandé aux collectivités ?*
- *Elargissement de la contractualisation à d'autres strates de collectivités ?*

## Amélioration des dispositifs de péréquation (FPIC)

*Rapport du Gouvernement sur la pertinence du coefficient logarithmique utilisé dans le calcul du PFIA et du PF des communes*

**Décembre 2018**

**Automne 2019**



**Fin 1<sup>er</sup> trimestre 2019 ?**

### Réforme de la fiscalité locale ?

Nouveau panier de recettes fiscales pour les collectivités :

- *Quelle(s) recette(s) fiscale(s) pour remplacer la TH ?*
- *Avec quelle autonomie financière pour le bloc communal ?*

**Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019**

### A venir ...

« Grand débat national » ;  
Proposition de loi sur l'adaptation de l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires ;

...

# Merci de votre attention



**Service Finances**  
Pôle Gestion des collectivités  
finances@agate-territoires.fr

## Vos contacts :

- **Matthieu CHARNAY** – 04 79 68 53 09 – [matthieu.charnay@agate-territoires.fr](mailto:matthieu.charnay@agate-territoires.fr)
- **Fatiha BOUSSALIA** – 04 79 68 53 12 – [fatiha.boussalia@agate-territoires.fr](mailto:fatiha.boussalia@agate-territoires.fr)
- **Anne COUDRAY** – 04 79 68 53 14 – [anne.coudray@agate-territoires.fr](mailto:anne.coudray@agate-territoires.fr)
- **Marie-Pierre SADOUX** – 04 79 68 53 07 - [marie-pierre.sadoux@agate-territoires.fr](mailto:marie-pierre.sadoux@agate-territoires.fr)